

**EXTENSION DE LA ZA DE KERMARQUER  
SUR LA COMMUNE DE LA TRINITÉ SUR MER**

**AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE**

**DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
ENVIRONNEMENTALE PRÉALABLE  
À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

---

**2. NOTICE EXPLICATIVE**

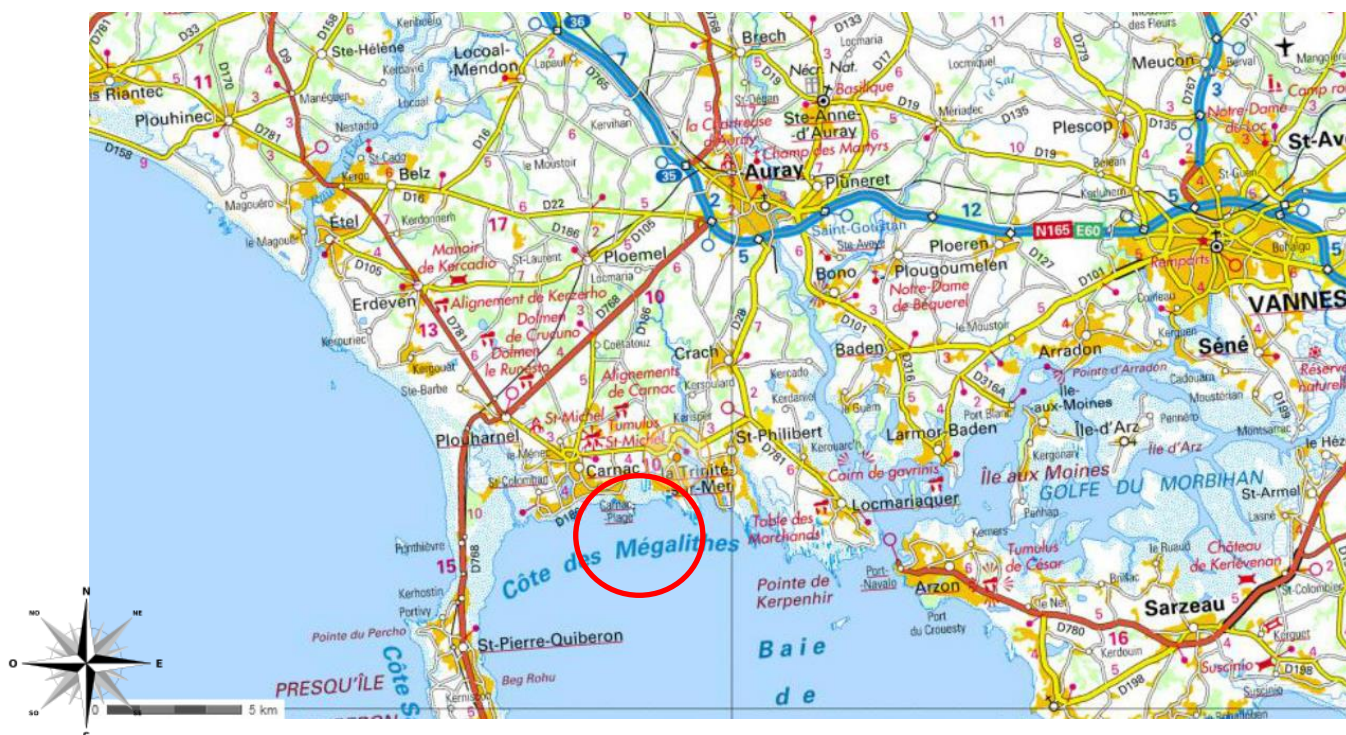
---

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>I- OBJET DE L'OPERATION .....</b>	<b>9</b>
<b>II- RAISONS DU CHOIX DU PROJET .....</b>	<b>12</b>
A- Permettre l'installation de nouvelles activités et l'extension des activités existantes, afin d'accroître le dynamisme économique de la commune .....	12
➤ Une volonté affichée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de LA TRINITE SUR MER .....	13
➤ L'existence d'une réelle demande d'implantation sur la zone de Kermarquer .....	15
B- S'inscrire dans le cadre du projet « Port exemplaire » .....	16
<b>III- RAISONS DU CHOIX DU SITE .....</b>	<b>18</b>
A- L'extension sur le site permet de limiter la consommation d'espace .....	18
B- La réalisation du projet sur le site est compatible avec le Plan local d'urbanisme (PLU) de LA TRINITE SUR MER .....	20
➤ Le règlement du PLU .....	20
➤ Les Orientations d'aménagement et de programmation .....	24
➤ Emplacements réservés .....	26
C- La réalisation du projet en extension de la ZA de Kermarquer est en conformité avec la loi Littoral .....	26
<b>IV- PRESENTATION DES EXTENSIONS DE LA ZA DE KERMARQUER .....</b>	<b>29</b>
A- Le programme retenu .....	30
➤ La zone d'extension Ouest (Pôle service) .....	31
➤ La zone d'extension Est (Pôle tertiaire) .....	32
➤ La zone d'extension Sud (Pôle nautique) .....	33
B- La desserte, le stationnement et les liaisons douces .....	34
C- La trame verte et les espaces paysagers .....	36
<b>V- CONDITIONS D'INSERTION DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>38</b>
A- État des lieux du site .....	38
B- Insertion du projet et prise en compte de l'environnement .....	43
➤ Insertion paysagère .....	44
➤ Prise en compte des espèces protégées .....	44
➤ Prise en compte des zones humides .....	46
➤ Gestion des eaux pluviales .....	49
➤ Déviation du cours d'eau .....	53
➤ Absence d'incidences sur la conservation des sites Natura 2000 .....	54
➤ Prise en compte du patrimoine .....	54
<b>VI- AVANTAGES ATTENDUS PAR LA REALISATION DU PROJET .....</b>	<b>55</b>

## PREAMBULE

La commune de LA TRINITE-SUR-MER est située au Sud du Morbihan à environ 30 km au Sud-Ouest de VANNES et à 12 km au Sud d'AURAY. Nichée à l'embouchure de la rivière de la Crac'h, elle est localisée au cœur de la Baie de Quiberon, à quelques kilomètres du Golfe du Morbihan.



La TRINITE-SUR-MER fait partie de la Communauté de Communes AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE (AQTA), créée en janvier 2014 par la fusion de quatre communautés de communes (Auray Communauté, Communauté de communes de la Côte des Mégalithes, Communauté de communes de la Ria d'Etel et Communauté de communes des Trois Rivières) rejointes par quatre communes non-membres d'EPCI jusqu'alors (Houat, Hoedic, Quiberon et Saint-Pierre-Quiberon). AQTA regroupe aujourd'hui 24 communes, s'étend sur plus de 520 km<sup>2</sup> et représente plus de 86 000 habitants. Elle est compétente en matière de développement économique.

L'économie sur le territoire de LA TRINITE-SUR-MER se caractérise par son dynamisme et sa diversité. En 2015, on comptait 824 emplois sur la commune.

De manière générale, le secteur d'emploi est fortement spécialisé autour des activités nautiques.

Les activités liées au nautisme sont partagées entre deux « pôles », avec une partie située dans la zone portuaire de la commune (qui comprend le pôle nautique et le port), et l'autre, en retrait du littoral, sur la zone artisanale de Kermarquer.



La zone d'activités de Kermarquer se situe au Nord-Ouest de la commune, sur la route en direction de PLOEMEL. Spécialisée « nautisme et industrie », elle regroupe des petites activités mixtes activité/bureaux, artisanat, stockage, avec une part importante attribuée à des activités nautiques (voilerie, sellerie, entretien, réparation de bateaux ...), mais aussi à des activités industrielles de taille réduite.

Le parc d'activités compte environ 45 entreprises réparties sur une surface de 10,6 hectares, et représente plus de 200 emplois. Il bénéficie du Label Nautiparc du Conseil départemental du Morbihan et a obtenu l'agrément Qualiparc et Morbihan Actiparc suite à sa requalification achevée en 2015.

La commune de LA TRINITE-SUR-MER souhaite organiser son évolution autour de la valorisation de ses potentiels économiques, nautiques et touristiques, au profit des actifs (dont le nombre augmente) et de ses habitants, et développer les secteurs de l'artisanat, du commerce et des services.

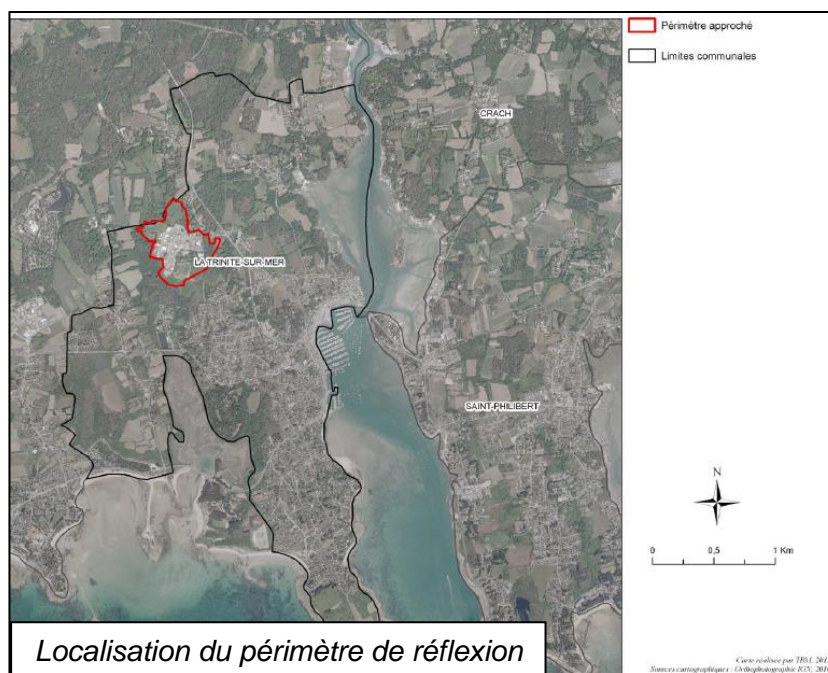
Pour cela, elle a décidé d'organiser son développement autour de son projet de « Port exemplaire » et de la zone d'activités de Kermarquer.



Plusieurs problématiques se sont posées concernant cette zone d'activités. D'une part, cette zone créée à partir des années 1980 (en 3 tranches successives) présentait une image générale peu qualitative et peu attrayante, malgré quelques hangars plus récents de bonne facture. Les espaces publics étaient dégradés, les accotements de voies n'étaient pas aménagés ni entretenus, de manière à accueillir en toute sécurité les véhicules motorisés et les piétons. On y trouvait des zones de dépôt sauvages et des stockages de gravats, remblais et carcasses de bateaux... Le parc manquait d'une certaine qualité et attractivité visuelle. Aussi, il a été nécessaire d'engager une requalification pour le rendre attractif.

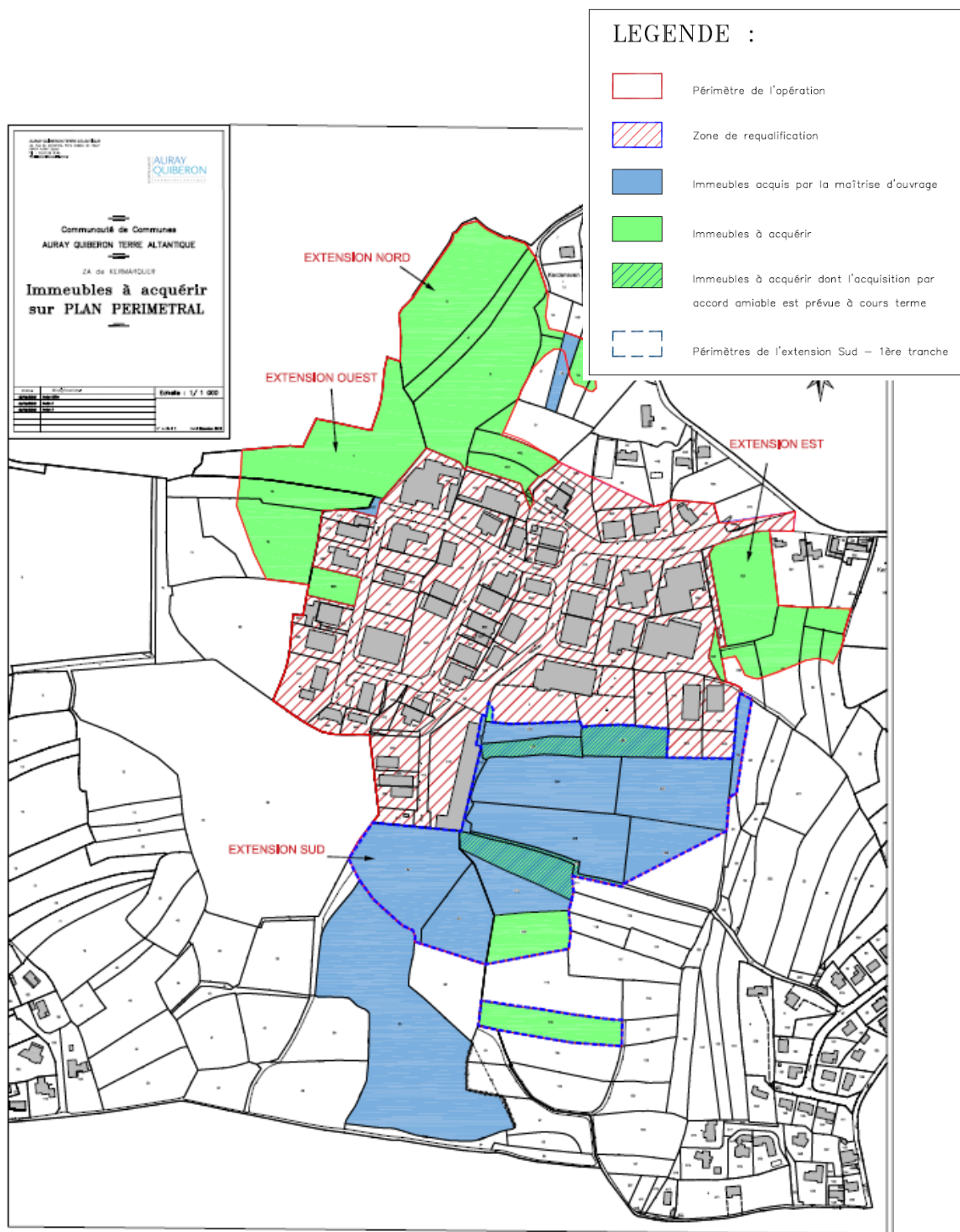
D'autre part, depuis 2005-2006, il n'existe plus de terrains vacants sur la zone, l'emprise actuelle du Parc est arrivée à saturation. La commune est confrontée à une demande d'entreprises pour s'installer dans la ZA de Kermarquer (concernant l'artisanat, le commerce et le service). Certaines entreprises présentes sur le site, comme le SIEPEL (60 emplois), souhaitent s'étendre. Or, il n'est pas possible à ce jour de répondre favorablement à ces demandes, faute de foncier disponible dans la ZA et sur le territoire communal. Il apparaît donc nécessaire de procéder à l'extension de cette zone d'activités.

Aussi, par décision en date du 9 janvier 2013, la Communauté de Communes de la Côte des Mégalithes (devenue Auray Quiberon Terre Atlantique), compétente en matière de développement économique, a engagé une réflexion sur l'aménagement de la zone de Kermarquer.



À la suite des études préalables, AQTA a décidé d'engager le programme de travaux suivant :

- dans un premier temps, engager la requalification de la ZA de Kermarquer existante (sur environ 10 hectares),
- dans un second temps, réaliser l'extension de la zone (le périmètre du projet retenu porte sur une superficie de 9,81 hectares, dont 8,29 seront aménagés).



*Plan périmétral du projet*

*Le plan ci-dessus est reproduit à la pièce IV du présent dossier intitulée « Plan délimitant les immeubles à acquérir ».*

La requalification de la zone s'est imposée afin de relancer le dynamisme et le développement des activités, de les maintenir sur site de manière à pérenniser les emplois.

Elle avait pour objectif de soigner l'accueil des visiteurs et d'augmenter l'attractivité du site. Pour cela, le projet devait permettre une amélioration de :

- la qualité visuelle de la zone d'activités pour le bien être des personnes travaillant sur le site;
- la sécurité des utilisateurs avec l'aménagement d'espaces dédiés aux véhicules et aux piétons, ainsi que la réhabilitation des voiries ;
- le réseau de télécommunication permettant le développement des nouvelles technologies ;

Les eaux pluviales de la ZA se déversant sans tamponnement ni traitement dans les ruisseaux existants sur le site de Kermarquer, il a été nécessaire de réaliser un nouveau système de gestion des eaux pluviales incluant la création d'un bassin de rétention. Ce bassin de traitement devait récupérer les eaux de la ZA actuelle, mais également celles des zones d'extension. Il s'agissait d'un ouvrage commun. Il a donc été décidé d'engager la réalisation de cet ouvrage en parallèle aux travaux de requalification, afin de pouvoir engager par la suite le projet d'extension.

Ainsi, la Communauté de Communes a réalisé, entre 2013 et 2015, les travaux nécessaires à la requalification de la zone existante, à savoir :

- la reprise du réseau d'eaux pluviales, sa déconnexion du ruisseau et la remise à ciel ouvert d'une grande partie du ruisseau de Kerdreneven,
- la création d'un bassin de rétention d'eaux pluviales de 3430 m<sup>3</sup> récupérant les eaux pluviales de la zone artisanale actuelle.
- l'aménagement des voiries, des espaces publics et de l'éclairage public,
- la réalisation d'un nouveau tracé du ruisseau de Kerguillé (après avis de l'ONEMA).

La ZA de Kermarquer a ainsi obtenu l'agrément Qualiparc délivré par la Région pour la qualité des aménagements suite aux travaux de requalification.

L'aménagement, la réhabilitation et la gestion des zones humides, autorisés par arrêté préfectoral du 13 juillet 2013 sur les parcelles AT 120 et AS 53 et 54, seront réalisés une fois l'obtention de la déclaration d'utilité publique.

**AQTA peut donc lancer la réalisation de l'extension de la ZA de Kermarquer, qui porte sur 4 zones.** Celle-ci a pour objectif de :

- permettre l'accueil de nouvelles activités et l'extension des activités présentes actuellement,
- contribuer à la mise en œuvre du projet de « Port exemplaire », par la création d'un port à sec dans l'extension Sud de la ZA, en remplacement de celui existant sur les quais du centre-ville. Ce port à sec sera sous la maîtrise d'ouvrage de la Compagnie des Ports du Morbihan et fera l'objet, préalablement aux débuts des travaux, à des demandes d'autorisations préalables nécessaires.

**44 parcelles sont concernées par ce projet** : les parcelles cadastrées section AT n° 1p, 3, 4, 5, 16p, 17p, 18p, 19p, 31, 53p, 54p, 55p, 56p, 99, 105, 106, 110p, 111p, 112, 116, 120, 222, 223p, 224, 225, 253p, 292, 383, 396, 416, 417, 422, 442, 460, 461, 464, 466, 524p et AS n° 53, 54, 61, 62, 72p, 73p.

Il convient de préciser que les parcelles AT 120, AS 53 et AS 54 situées hors du périmètre d'extension, sont nécessaires pour la mise en œuvre des mesures compensatoires.

**À ce jour, AQTA et la Commune de LA TRINITE SUR MER ont acquis 15 propriétés** cadastrées section AS 53, 54, 61, 62 et AT 18, 99, 105, 112, 222, 223p, 224, 225, 416, 417 et 422. Les parcelles cadastrées section AT 460 et 461, appartenant à la Compagnie des Ports du Morbihan, seront cédées à AQTA ultérieurement.

**Le projet nécessite l'acquisition de plusieurs parcelles appartenant à des propriétaires privés et qui sont en partie exploitées par un agriculteur : le GAEC de la Madeleine, dont le siège se localise à Kergueno à CARNAC.**

**La négociation amiable sera systématiquement privilégiée pour toutes les propriétés restant à acquérir.**

**Aussi, le présent dossier a pour objet de soumettre à enquête préalable à la déclaration d'utilité publique le projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer.**



## I- OBJET DE L'OPERATION

---

La Communauté de Communes de la Côte des Mégalithes, devenue aujourd'hui Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA), a décidé d'engager un programme de travaux concernant la zone d'activités de Kermarquer. Il s'agit d'une zone à vocation artisanale et de services principalement orientée vers la filière nautique et la construction navale, située sur la commune de LA TRINITE SUR MER, à la rencontre des lieux dits de Kermarquer, Kerdreneven et de Kerguillé,

La première partie de ce programme de travaux, qui porte sur la requalification de la ZA de Kermarquer existante (sur environ 10 hectares), a été réalisée. Aujourd'hui, AQTA souhaite lancer la réalisation de la 2<sup>ème</sup> partie : l'extension de la zone sur environ 9,81 hectares, dont 8,29 seront aménagés.

Lors de la révision du POS de LA TRINITE SUR MER en 2005, 10 hectares ont été classés en secteurs à urbaniser 1NAi et 2NAi (court, moyen et long termes) pour permettre l'extension de la ZA de Kermarquer. Ainsi, le périmètre extérieur de la zone d'activités couvrirait une superficie totale d'environ 20 hectares (dont 10 ha pour la ZA existante). Toutefois, la prise en compte d'une part, de l'inventaire des zones humides réalisé en 2009 et, d'autre part, des inventaires floristiques et faunistiques réalisés dans le cadre du présent projet, a conduit AQTA à redéfinir les secteurs dédiés aux extensions de la ZA afin d'exclure tout ou partie du patrimoine naturel protégé inventorié.

**Au final, sur les 10 hectares prévus initialement, seuls 8,29 seront aménagés et dédiés aux extensions de la ZA.**

0,27 hectare environ est intégré dans le périmètre du projet, mais ne fera pas l'objet de travaux d'aménagement (zones humides et parcelles classées en zone Ui, incluses dans la ZA existante, permettant l'accès à l'extension Nord).

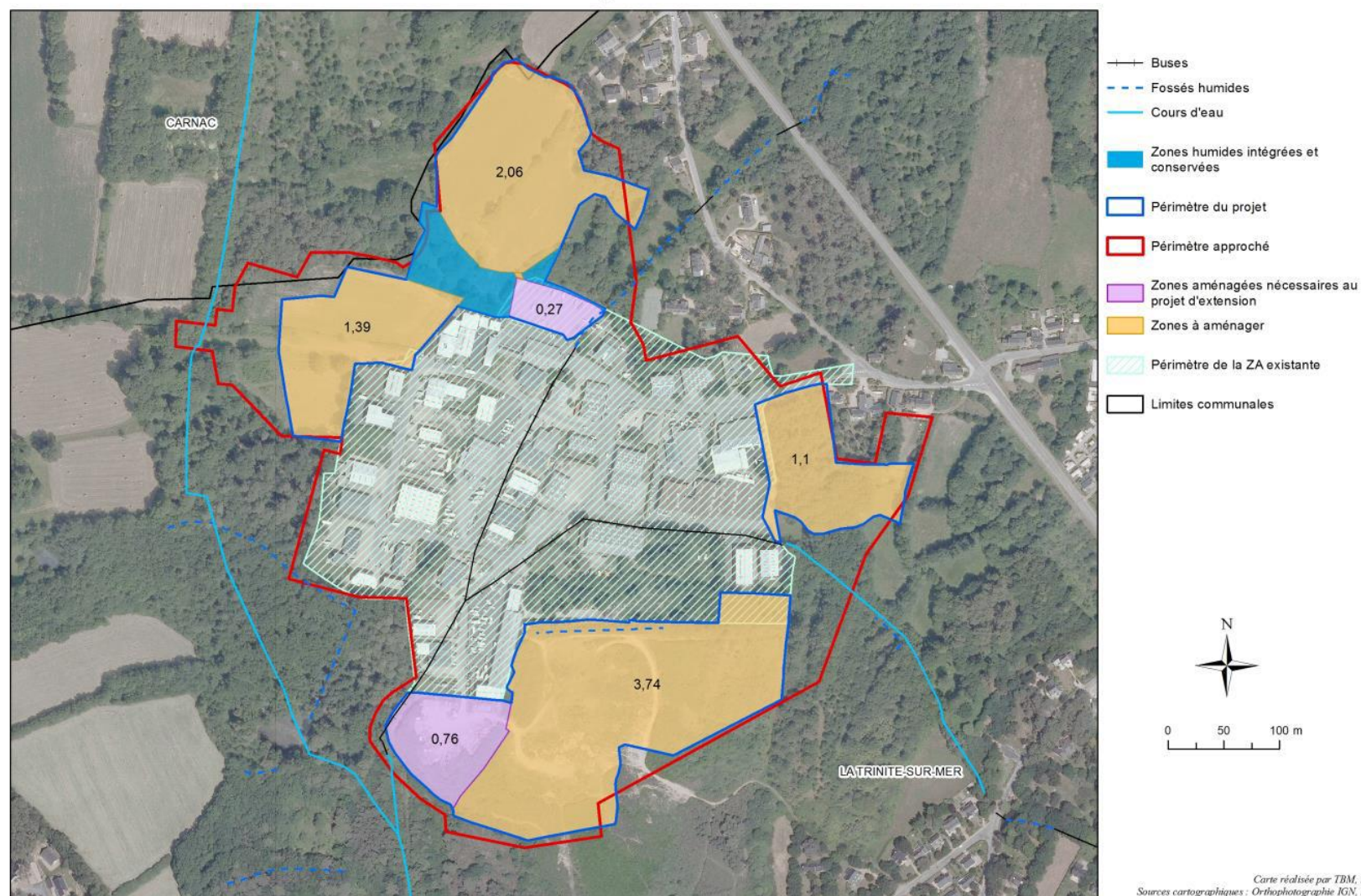
Le bassin de rétention (d'une emprise de 0,76 hectare) réalisé en même temps que les travaux de la requalification, étant également nécessaire au projet d'extension, a été intégré au périmètre du projet d'extension.

**Le projet d'extension est conçu sur 4 zones et selon le phasage suivant :**

- **extension sud : 4,5 ha dont 3,74 ha à aménager qui sera occupée par le projet de plateforme nautique et 0,76 déjà aménagés (bassin de rétention réalisé dans le cadre du projet de requalification de la ZA) ;**
- **extension ouest : 1,39 ha ;**
- **extension nord : 2,06 ha (0,27 ha de la ZA existante servira pour l'accès à la zone d'extension nord) ;**
- **extension est : 1,1 ha, aménagée en dernier lieu, uniquement si nécessité de foncier supplémentaire.**

## Localisation des périmètres d'études

Projet d'extension de la ZA



L'ensemble de ces extensions s'organisera autour d'une placette ou d'une voie avec un bâti implanté de préférence proche de l'espace public pour créer une véritable structure urbaine.

Les principes d'aménagement des extensions de la zone d'activité de Kermarquer s'articulent autour de quatre principes majeurs :

- Créer des « villages » d'activités
- Assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;
- Assurer un maillage dense de liaisons douces ;
- Intégrer les extensions dans leur environnement naturel.

Aussi, le projet prévoit:

- la création d'un réseau de chemins piétons desservant l'ensemble des extensions depuis la zone existante le long des voies et des éléments bocagers préservés ;
- la liaison de ces cheminements vers les chemins périphériques existants ;
- la création de poches de stationnement mutualisés en entrée de villages et aux endroits stratégiques.

## **II- RAISONS DU CHOIX DU PROJET**

---

Les raisons qui conduisent la communauté de communes AQTA à engager la réalisation de l'extension de la ZA de Kermarquer sur la commune de LA TRINITE-SUR-MER résultent de :

- la volonté de permettre l'installation de nouvelles activités et l'extension des activités existantes, afin d'accroître le dynamisme économique de la commune;
- la nécessité de s'inscrire dans le cadre du projet « Port exemplaire ».

### **A- Permettre l'installation de nouvelles activités et l'extension des activités existantes, afin d'accroître le dynamisme économique de la commune**

L'économie sur le territoire de LA TRINITE-SUR-MER se caractérise par son dynamisme et sa diversité. Son mode de développement est avant tout marqué par une croissance importante des indices économiques, qui traduisent à la fois une forte création d'emplois et une productivité accrue du travail correspondant à ces emplois.

Sur le plan économique, au total, la commune a bénéficié d'un quadruple avantage:

- le développement d'un secteur productif industriel et artisanal d'ampleur non négligeable ;
- le développement d'une fonction résidentielle secondaire importante ;
- la croissance remarquable d'un secteur touristique en dehors des résidences secondaires ;
- l'apparition depuis 2000 d'un secteur de services supérieurs aux entreprises, inhabituel dans une commune de 1 600 habitants, et qui dénote une évolution « urbaine » rare.

Les plus fortes progressions s'observent dans les services principalement marchands et dans l'industrie. L'industrie et l'artisanat sont le second secteur d'emploi.

De manière générale, le secteur d'emploi est fortement spécialisé autour des activités nautiques.

La commune de LA TRINITE-SUR-MER organise ainsi son évolution autour de la valorisation de ses potentiels économiques, nautiques et touristiques, au profit des actifs (dont le nombre augmente) et de ses habitants, et du développement des secteurs de l'artisanat, du commerce et des services.

Toutefois, depuis l'année 2012, le tissu économique local n'est pas épargné par le ralentissement économique. En 2015, on comptait 824 emplois sur la commune, alors qu'elle en comptait 910 en 2010. La création d'entreprises comme celle d'établissements se sont aussi ralenties depuis 2012. En janvier 2016, 265 entreprises étaient domiciliées

sur la commune de LA TRINITE-SUR-MER qui comptait par ailleurs 310 établissements sur son territoire.

L'objectif est de faire progresser le niveau d'emploi qui aura un impact sur la vitalité de la commune (qui a une évolution croissante de sa population depuis les années 1990 : +13%).

➤ **Une volonté affichée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de LA TRINITE SUR MER**

Le projet de développement à 15 ans de la commune, inscrit dans le PADD du PLU de LA TRINITE-SUR-MER approuvé le 26 décembre 2013, se décline en 3 thèmes :

- L'innovation au service d'une économie touristique et littorale durable **en diversifiant les activités représentées - tourisme d'affaires, tertiaire et artisanat plus technologiques, nautisme**, « animations évènementielles » en toute saison – un effet levier se mettra en place pour voir émerger un tissu économique plus innovant et plus stable, moins saisonnier qu'aujourd'hui, qui profitera à tous et notamment aux commerces et services.

- La valorisation d'une petite cité portuaire de charme.

- Une politique de croissance mesurée au service de ceux qui « vivent » La Trinité-sur-Mer. Le développement envisagé s'appuie sur l'affirmation de l'identité de la Commune, dans la perspective d'une stimulation de son attractivité dans tous les domaines, notamment économique, avec **un objectif de création de 400 emplois à long terme – tant dans le tissu urbain qu'au travers de la requalification et l'extension de la zone de Kermarquer**, objectif « en ligne » avec les évolutions récentes, et qui aboutiraient à confirmer le rôle de « pôle d'emploi » de La Trinité-sur-Mer par rapport à son environnement.

Le PADD affirme des politiques urbaines concernant le développement économique, le nautisme et les loisirs et retient le secteur de Kermarquer comme l'un des secteurs privilégiés pour mettre en œuvre celle-ci, au regard des éléments suivants :

- **les objectifs d'emploi**

Les objectifs globaux de développement économique tournent autour des moyens susceptibles d'être utilisés par la Commune pour faciliter la croissance économique et l'emploi.

Sur la base des actions décrites ci-dessous et qui supposent **la création de nouveaux espaces d'une part et une offre dans le tissu urbain incluant services (marchands et non marchands) et commerces d'autre part, environ 400 emplois à échéance du PLU pourraient être créés.**



Le nombre des emplois à cette échéance dépasserait donc 1 300, avec deux effets :

- les objectifs de population permettraient le maintien de la population active à son niveau actuel, ce qui signifierait que la moitié des emplois créés pourraient être occupés par des habitants, anciens ou nouveaux, de La Trinité.
- la moitié de ces emplois pourraient provenir du secteur du tourisme et du nautisme (commerces de proximité, commerces spécialisés, hôtels, etc.), un quart de l'économie résidentielle hors tourisme (conséquence de la présence de résidences principales et secondaires : santé, services à la personne, artisanat, etc.), et le dernier quart de l'économie productive, essentiellement dans le secteur des services (professions libérales, free-lance, Très Petites Entreprises (TPE) high tech', etc.).

Cette répartition présenterait en outre l'avantage d'équilibrer la localisation de l'emploi entre les différents quartiers, le port recevant naturellement l'essentiel des emplois du tourisme et du nautisme, **la zone d'activités étendue recevant une part des emplois d'artisans et de production classique**, sous réserve du respect d'un ratio emploi/hectare compatible avec la rareté du foncier, les quartiers d'habitation pouvant être, comme c'est déjà le cas, le lieu d'activités économiques « en milieu résidentiel » non nuisantes.

Le développement du nautisme sera également assuré par l'organisation de nouvelles grandes manifestations récurrentes autour du nautisme. Ces manifestations rythmeront la vie de la commune, les aménagements permettront de conforter ces temps d'animation. La requalification du front de mer pourra améliorer le confort général des usagers lors de ces temps forts.

- la diversification des activités économiques au travers de surfaces et d'équipements adaptés

*En développant des activités économiques à forte valeur ajoutée et peu consommatrices d'espace.*

Pour faire face à la raréfaction du foncier, l'objectif global est d'améliorer le rapport emplois/hectares. **La commune souhaite profiter de sa notoriété pour développer une politique active d'accueil d'entreprises à forte valeur ajoutée notamment du secteur tertiaire. Celles-ci pourraient s'implanter au PA de Kermarquer ou dans le tissu urbain actuel.**

### ***En requalifiant et étendant le parc d'activités de Kermarquer et en attirant de nouvelles entreprises***

La communauté de communes a lancé une étude de redynamisation et de requalification du parc d'activités de Kermarquer dont les objectifs principaux sont :

- Attirer des entreprises à forte valeur ajoutée, et en s'appuyant sur les entreprises déjà existantes, et dans un souci d'économie du foncier en posant un ratio « nombre d'emplois/espace consommé » comme critère de sélection des entreprises qui viendront s'installer sur le Parc d'Activités :
- Accorder une priorité aux entreprises qui confortent l'image de LA TRINITE SUR MER (nautisme sportif, ...) ;

- Prendre en compte les espaces environnementaux environnants les plus significatifs (boisements, zones humides) dans le cadre du projet d'extension ;
- Requalifier les espaces publics ;
- Améliorer la signalétique ;
- Requalifier les espaces naturels aux abords du Parc d'Activités.

L'objectif est également d'améliorer l'offre pour les utilisateurs notamment en permettant un raccordement au réseau haut débit.

Le Parc d'Activités, comme son extension, sont exclusivement destinés aux activités tertiaires et artisanales.

**L'extension du parc d'activités reste une priorité qui conditionne l'accueil de nouveaux emplois et le développement du port.**

#### ➤ **L'existence d'une réelle demande d'implantation sur la zone de Kermarquer**

Depuis de nombreuses années, des entreprises ont sollicité la collectivité pour pouvoir s'installer sur la ZA de Kermarquer. Il existe une demande grandissante des entreprises locales (artisanat et services) pour s'installer dans la zone d'activités. En outre, certaines entreprises déjà présentes sur la ZA de Kermarquer souhaitent s'agrandir : une entreprise de paysagiste, de voilerie, la SIEPEL et la Compagnie des Ports du Morbihan.

Ainsi, dans le cadre de ses activités, le service développement économique d'Auray Quiberon Terre Atlantique a recensé, depuis janvier 2017, 88 demandes d'implantations foncières et immobilières d'entreprises sur l'ensemble du territoire dont 34 sont intéressées pour une installation à LA TRINITÉ-SUR-MER (soit 38,6%). Parmi ces 34 intéressés par LA TRINITÉ-SUR-MER, 15 le sont exclusivement pour LA TRINITÉ-SUR-MER, dont 12 pour l'acquisition d'un terrain.

Le secteur de Kermarquer est un secteur à fort enjeu pour le développement de l'économie. Toutefois, l'emprise actuelle de la zone d'activités est arrivée à saturation. La quasi-totalité des parcelles est construite ou occupée. L'installation de nouvelles activités nécessiterait la réhabilitation de bâtiments existants, qui ne seraient néanmoins pas suffisants pour répondre à la demande.

**Aussi, il est nécessaire, pour l'installation de nouvelles activités et l'extension d'activités existantes, de proposer des parcelles constructibles dans le prolongement de l'existant (en continuité de leurs parcelles, par exemple pour la SIEPEL).**

Le projet d'extension de la ZA de Kermarquer proposera 31 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles dédiées aux activités de services, nautiques, tertiaires et artisanales. Ceci permettra de répondre à la demande, de diversifier l'activité économique et de développer l'emploi sur le territoire de la TRINITE SUR MER.

Il s'inscrit ainsi dans les axes de développement définis par le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Auray, dit SCOT, approuvé le 14 février 2014, qui prévoit notamment de favoriser un développement économique fondé sur les qualités qu'offre le pays (agriculture, agroalimentaire, nautisme, tourisme, industrie, tertiaire et artisanat).

En outre, le projet apporte un intérêt indispensable au développement communal. Le secteur d'extension Sud, dédié à la Compagnie des Ports du Morbihan, a pour objectif la mise en œuvre d'un port à sec en remplacement de celui existant sur les quais du centre-ville. Le dégagement de ces quais est une des conditions de la faisabilité du projet national « port exemplaire ».

## **B- S'inscrire dans le cadre du projet « Port exemplaire »**

Le nautisme a toujours été le poumon de la commune de la TRINITE SUR MER qui, après avoir été un port de commerce, un port de pêche, est devenu une des références mondiales de la voile de plaisance et de compétition.

Une cinquantaine d'entreprises spécialisées, soit environ 200 emplois, au service des plaisanciers et des coureurs confortent cette position.

Le pôle nautique et le port se compose de 1 250 anneaux, une aire de carénage, des activités de pêche et une école de voile répartis sur la façade maritime urbaine.

Le fonctionnement des espaces dédiés aux activités repose sur une localisation en lien avec les infrastructures portuaire et viaire :

- le port est la vitrine de la Trinité et les activités qui y sont liées appuient son identité ;
- la zone d'activités de Kermarquer est dans un espace retiré, positionné dans un axe de liaison plus secondaire, sans mise en relation directe avec l'espace portuaire et la ville de la Trinité ;
- les deux espaces sont dédiés au nautisme.

Aussi, lors de l'appel à projets national dénommé « Port Exemplaire » lancé en 2009 par le ministère chargé du développement durable, LA TRINITE-SUR-MER a présenté un projet. Cet appel à projets fait suite à un constat montrant le rôle non négligeable de la plaisance pour la France : augmentation du nombre d'escales mais manque de places, pourvoyeuse d'emplois directs et indirects et rôle économique pour le littoral. Il vise à permettre un développement économique des ports de plaisance par la prise en compte du développement durable.

Le projet de la commune a alors été retenu.

Ce projet se base sur la valorisation de l'interface ville/port tout en optimisant son fonctionnement (aménagement, circulation, stationnement, intégration paysagère, valorisation des commerces,...), ainsi que celui du port (optimisation et valorisation du

terre-plein technique portuaire, développement de la gestion dynamique des places à flot, étude du concept de port à terre excentré, logistique des manifestations nautiques,...).

Il développe le concept de port excentré à terre, dont l'une des extensions de la ZA de Kermarquer constitue la clé de voute. En effet, une partie de la zone d'extension Sud sera consacrée à l'installation d'un port à sec venant remplacer celui existant actuellement sur le port de plaisance. Ainsi, la zone actuelle de port à sec sera consacrée à du stationnement réservé en partie aux usagers du port.

Un programme équilibré de développement de l'activité nautique entre le port et le parc d'activités de Kermarquer sera ainsi mis en place, dans l'optique d'une distinction des différentes activités selon leur degré d'insertion possible dans le tissu urbain.

L'extension de la ZA de Kermarquer est ainsi indispensable pour la mise en œuvre du projet de « Port exemplaire ».

### **III- RAISONS DU CHOIX DU SITE**

---

#### **A- L'extension sur le site permet de limiter la consommation d'espace**

La zone d'activités de Kermarquer est le seul parc d'activités sur le territoire de la commune de LA TRINITE-SUR-MER. Ainsi, la volonté de dynamiser l'activité économique de la commune doit nécessairement passer par la revalorisation de la zone existante et de son extension.

En effet, la solution de substitution consistant en la création d'une nouvelle ZA, équivalente à l'aménagement d'extensions à Kermarquer, aurait nécessité un aménagement total (voirie d'accès, réseaux, plateforme) sur un nouveau secteur, entraînant alors des impacts environnementaux (destruction de surface d'habitats nettement supérieure).

Des extensions dans la continuité des parcelles déjà aménagées représentent donc une solution plus favorable vis-à-vis des habitats d'espèces protégées et des individus.

En outre, cela permet d'avoir une urbanisation contenue et de rationaliser des dents creuses, dans le respect de la loi Littoral.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU a ainsi retenu ce site pour l'extension de l'urbanisation (cf. page suivante). Il n'existe pas d'autre zone urbanisable à vocation industrielle/économique au Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la commune de LA TRINITE SUR MER.

De plus, le site de la ZA de Kermarquer bénéficie d'une localisation stratégique, puisqu'il se situe en retrait par rapport au littoral, et est accessible depuis la RD 186 reliant CARNAC à PLOEMEL.

Du point de vue environnemental, les extensions sont menées dans des parcelles attenantes à celles existantes et prioritairement sur celles peu occupées par des espaces naturels.





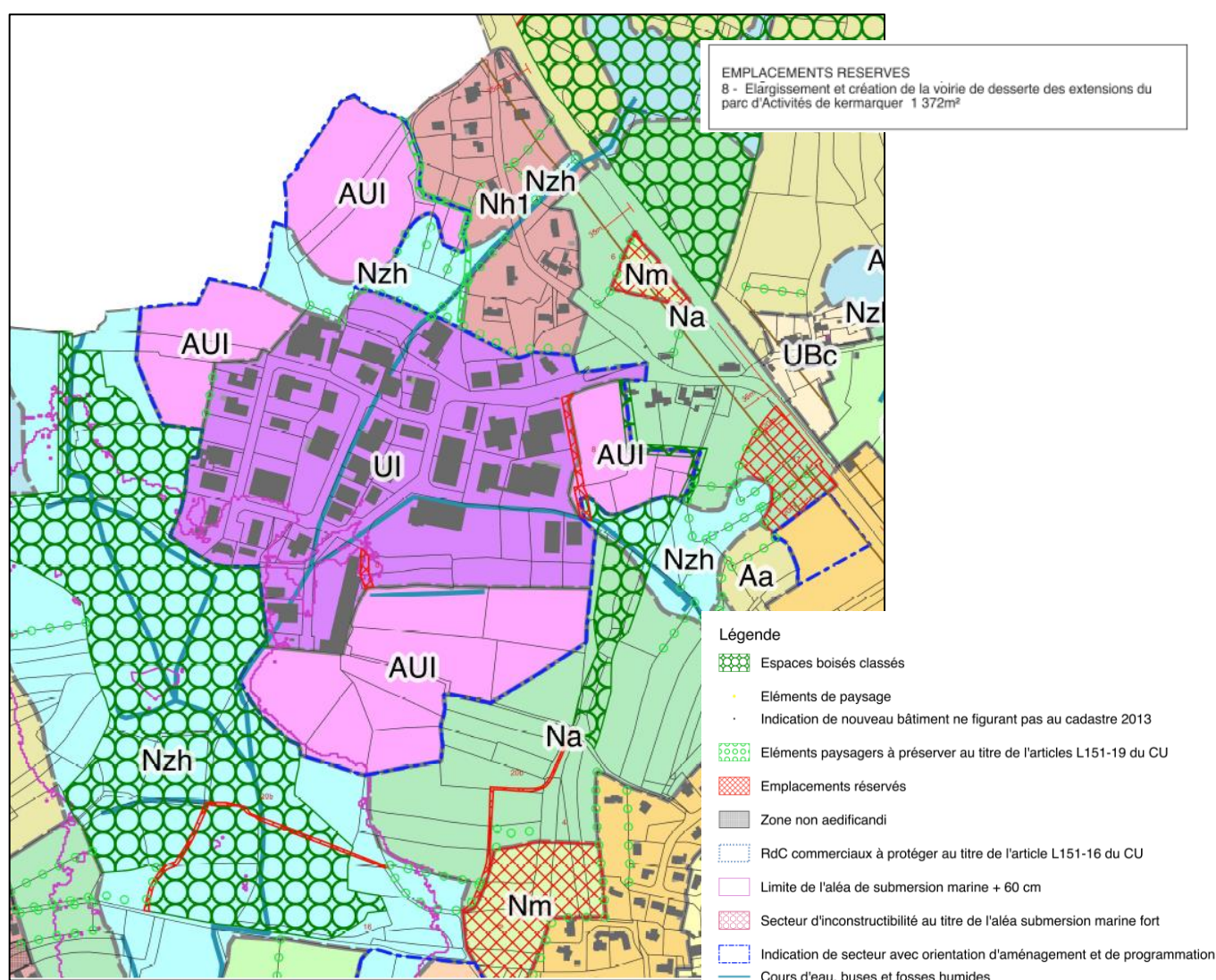
Source PADD du PLU de la TRINITE SUR MER

## **B- La réalisation du projet sur le site est compatible avec le Plan local d'urbanisme (PLU) de LA TRINITE SUR MER**

Le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de LA TRINITE-SUR-MER a été approuvé par délibération le 26 décembre 2013. Il a fait l'objet d'une modification (n°1) approuvée le 9 novembre 2018, dont l'un des points concernait des adaptations pour le projet de Kermarquer.

### ➤ **Le règlement du PLU**

Au vu du zonage et du règlement du PLU, les secteurs retenus pour réaliser les extensions de la ZA de Kermarquer sont couverts par quatre types de zones :



Extrait du règlement graphique  
PLU de la Trinité-sur-Mer, modification n°1 approuvée le 9/11/2018

- **Zone UI**, qui correspond à la zone d'activités de Kermarquer. Y sont autorisées :
  - La création, l'extension ou la modification des installations classées pour la protection de l'environnement, à condition :
    - qu'elles soient compatibles, par leur fonctionnement, avec la présence des constructions admises dans la zone,
    - que des dispositions soient prises pour éviter une aggravation des nuisances (livraison, bruit,...) ou risques (incendie, explosion, etc.) pour le voisinage,
    - que les nécessités de leur fonctionnement lors de leur ouverture, comme à terme, soient compatibles avec les infrastructures existantes ;
  - les constructions destinées au commerce, à condition :
    - qu'elles soient liées aux activités nautiques et portuaires,
    - ou qu'elles soient liées à l'activité principale de l'entreprise autorisée sur la zone (activité commerciale accessoire);
  - Les entrepôts, à condition qu'ils soient liés à l'activité principale de l'entreprise autorisée sur la zone (entrepôt à titre accessoire);
  - Les affouillements et exhaussements du sol, à condition d'être liés :
    - à la construction de bâtiments autorisés sur la zone,
    - ou à la réalisation d'aménagements publics (paysagers, infrastructures routières, espace public, etc.).

**En zone UI (partie Nord de l'extension Sud), le projet prévoit la réalisation d'une partie de la plateforme portuaire.**

- **La Zone AUI**, qui correspond aux secteurs d'extension de la zone d'activités de Kermarquer. Y sont autorisés :
  - Les ICPE dans les mêmes conditions que celles imposées en UI\*
  - les aménagements nécessaires aux constructions autorisées dans la zone, à condition qu'ils soient réalisés dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble par secteur ;
  - En dehors des zones prévues pour les aménagements hydrauliques dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation :
    - Les constructions destinées au commerce, à condition :
      - qu'elles soient liées aux activités nautiques et portuaires,
      - ou qu'elles soient liées à l'activité principale de l'entreprise autorisée sur la zone (activité commerciale accessoire);
    - Les entrepôts, à condition qu'ils soient liés :
      - à une activité portuaire,

- à l'activité principale de l'entreprise autorisée sur la zone (entrepôt à titre accessoire)
- Les affouillements et exhaussements du sol, à condition d'être liés :
  - – à la construction de bâtiments autorisés sur la zone, et d'une plateforme pour un port à sec.
  - – ou à la réalisation d'aménagements publics (paysagers, infrastructures routières, espace public, etc.).

**Les extensions recouvrent majoritairement des zones classées en zones AUI. Le projet y prévoit la réalisation d'îlots destinés aux activités de l'artisanat, aux activités tertiaires et de services, et aux activités nautiques par la création d'une plateforme portuaire.**

- **Zone N**, qui correspond aux secteurs à caractère naturel à protéger. Les occupations et utilisations du sol sont ainsi très limitées et soumises à des conditions particulières. Y sont autorisés les affouillements et exhaussements du sol, à condition d'être liés :
  - à la construction de bâtiments ou à la réalisation d'installations autorisées sur la zone,
  - ou à la réalisation d'aménagements publics (paysagers, mesures compensatoires au titre de la loi sur l'eau, infrastructures routières, espace public, etc.).

**Le projet prévoit de dévier le ruisseau de Kerguillé et de le buser dans cette zone (cf. autorisation loi sur l'eau).**

- **Zone Nzh**, protégeant les espaces identifiés comme « zones humides ». Sous condition d'une bonne intégration à l'environnement préservant les qualités paysagères et écologiques des sites, sont autorisés :
  - les installations et ouvrages strictement nécessaires à la défense nationale et à la sécurité civile,
  - les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux d'utilité publique lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative,
  - les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'accès de ces espaces (objets mobiliers, postes d'observation de la faune), les cheminements piétonniers et cyclables et les sentes équestres (uniquement à condition qu'ils soient réalisés en matériaux perméables et non polluants), à condition que leur localisation et leur aspect ne porte pas atteinte à la préservation des milieux et au fonctionnement hydraulique et qu'ils soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel ;
 Sous condition d'être liés aux aménagements susvisés, sont autorisés :
  - les comblements, affouillements, exhaussements et dépôts divers ;
  - la création de plan d'eau.



Un chemin piéton est déjà existant entre la zone d'extension Ouest et la zone d'extension Nord. **Aucuns travaux ne sera réalisé sur ce chemin qui n'a pas vocation à évoluer (chemin en jaune sur le plan de l'extension Nord ci-dessous).**

Le projet porte sur une petite zone classée en zone Nzh, située à la jonction entre l'extension Nord et la ZA existante. Un pont sera créé au-dessus de la zone humide. **Aucuns travaux ne sera réalisé sur la zone Nzh.**

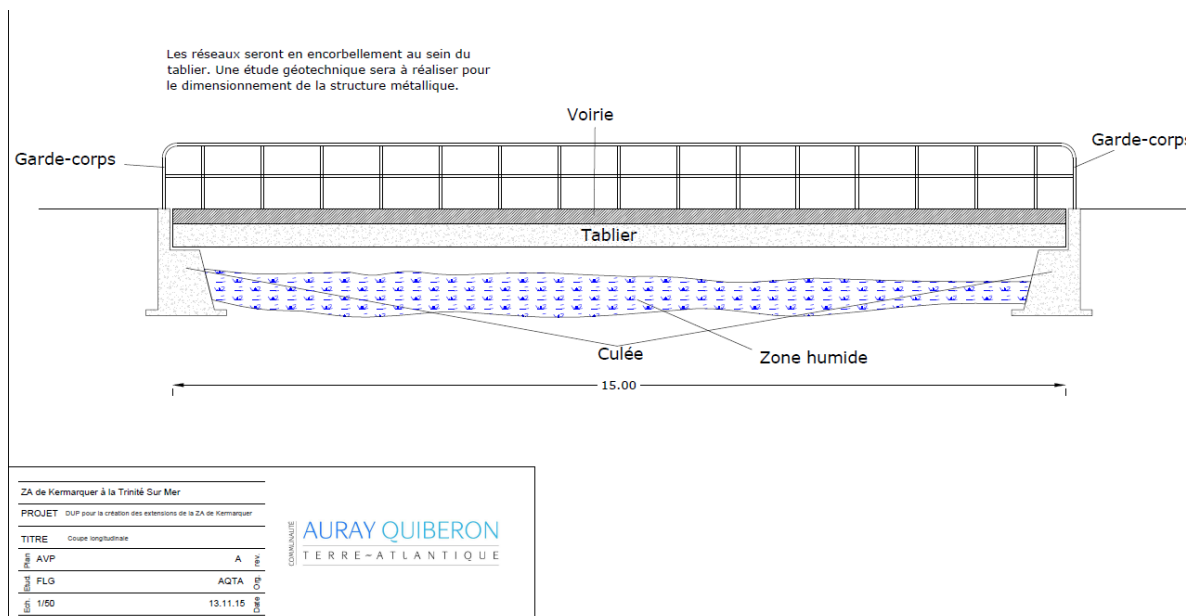
Les deux plans ci-après permettent de localiser le pont (plan de l'extension nord) et de le visualiser et de comprendre le passage des réseaux en encorbellement (Plan de coupe). Les culées du pont seront réalisées en zones UI et AUI. Ce principe d'accès a été anticipé dans l'orientation d'aménagement et de programmation (voir ci-après).

Ces deux plans sont fournis à la pièce V du présent dossier (Plan général des travaux).



Plan de l'extension Nord





*Plan de coupe du pont surplombant la zone Nzh*

Pour mémoire, le projet impacte, dans son extension Sud, des petites zones humides. Celles-ci seront détruites lors de l'aménagement de la plateforme portuaire. Aussi une autorisation au titre de la loi sur l'eau a été délivrée par le préfet le 1<sup>er</sup> août 2012.

*La prise en compte et la préservation des zones humides sera développée dans la partie « V B- Insertion du projet dans l'environnement »*

**La réalisation de l'opération est donc compatible avec le règlement du PLU.**

### ➤ **Les Orientations d'aménagement et de programmation**

Le PLU de la commune de LA TRINITE SUR MER prévoit des orientations d'aménagement relatives au projet d'extension de la ZA de Kermarquer :

- Orientations relatives à la structuration de la zone :

*« La zone de Kermarquer fait l'objet d'une requalification et d'une extension d'urbanisation pour permettre l'accueil d'activités sur le site. Elle est aménagée par la Communauté de Communes de la Côte des Mégalithes » (dénommée aujourd'hui AQTA).*

- Orientations relatives à la gestion environnementale du site

*« En application des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2013 l'aménagement de la zone devra intégrer la gestion des eaux à travers :*

- *la création d'un nouveau tracé du cours d'eau de Kerguillé abandonnant le tracé Sud du ruisseau au profit d'un tracé suivant le fossé existant en limite Sud de la zone actuellement bâtie, le ruisseau sera busé sur plusieurs tronçons ;*

- la création d'un bassin de rétention qui permettra la gestion des eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées et sera implanté par création d'un talutage périmétral avec aménagements paysagers ;
- l'aménagement et la gestion des zones humides sur des espaces existants qui seront réhabilités et gérés de façon à limiter le développement d'espèces invasives et à maintenir un milieu ouvert ».

- Orientations relatives à l'accessibilité et la desserte

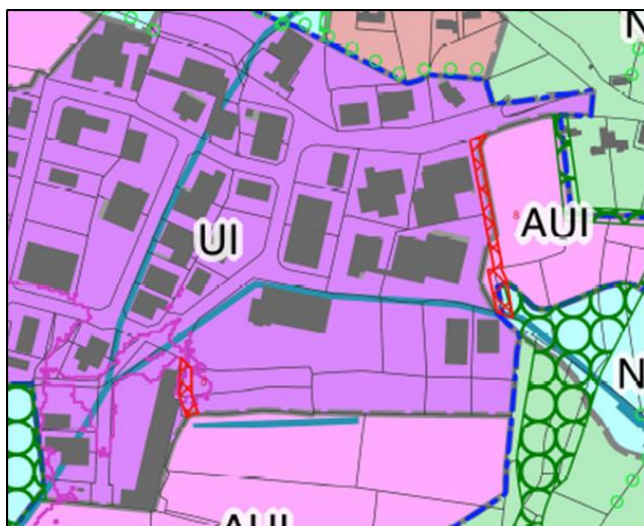
« Les tracés des accès devront correspondre, dans un rapport de compatibilité et sans obligatoirement les reprendre dans leur totalité, aux possibilités représentées sur le schéma de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation ».



Contrairement au plan ci-dessus, aucun accès ne sera réalisé entre la zone d'extension ouest et la zone d'extension Nord.

Le projet d'extension de la zone de Kermarquer est conforme aux orientations d'aménagement prévues au sein des OAP (Orientations d'aménagement et de programmation) du PLU.

➤ **Emplacements réservés**



Deux emplacements réservés n°8 sont inscrits au PLU :

- L'un dans le secteur Est d'extension ;
- L'autre dans le secteur Sud d'extension.

Ils sont destinés à l'élargissement et la création de la voirie de desserte des extensions du Parc d'activités de Kermarquer (surface : 1372 m²).

**Le projet inclut bien la réalisation des voies de desserte à ces deux emplacements.**

### **C- La réalisation du projet en extension de la ZA de Kermarquer est en conformité avec la loi Littoral**

La loi n°86-2 du 3 janvier 1986 dite « Loi Littoral », relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral impose un certain nombre de dispositions reprises par le code de l'urbanisme au sein des articles L.121-1 et suivants. Elles ont pour objet de déterminer les conditions d'utilisation des espaces terrestres et maritimes, de renforcer la protection des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques et écologiques, de préserver les sites et paysages, d'assurer le maintien et le développement des activités économiques liées à la présence de l'eau.

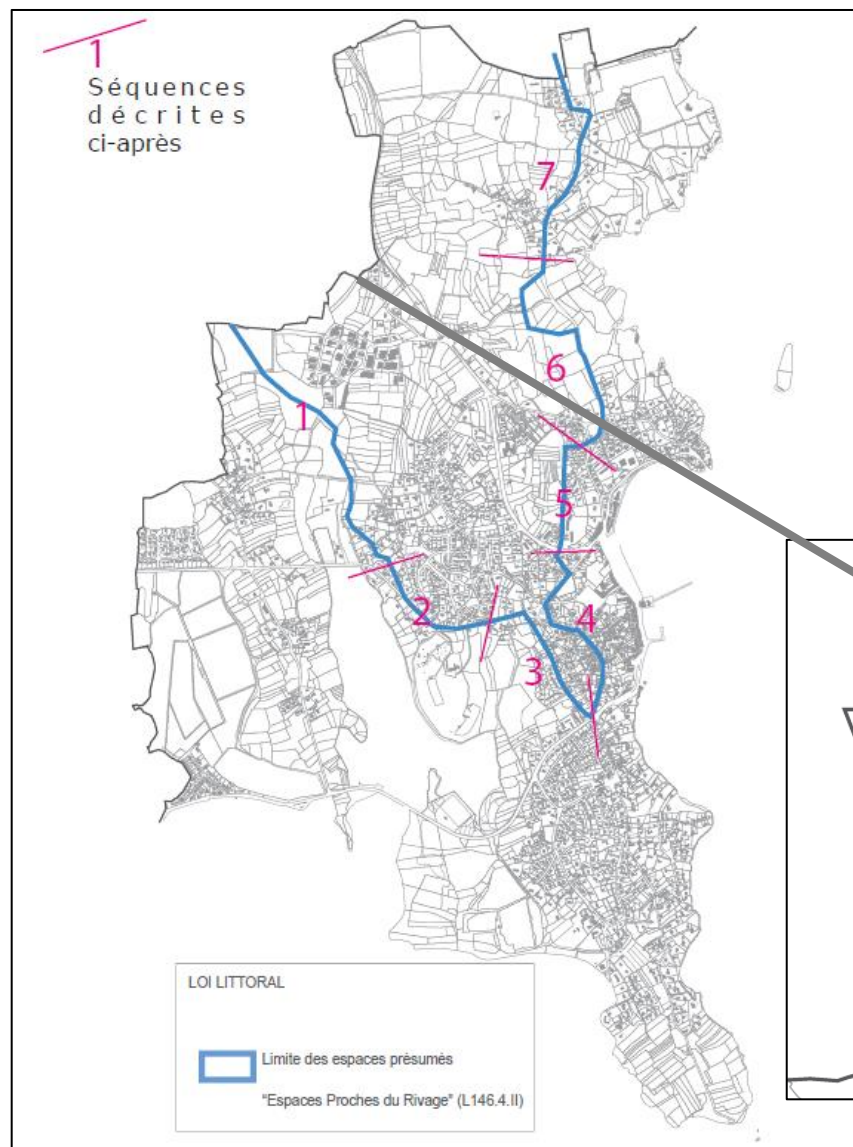
Le projet d'extension de la ZA de Kermarquer doit alors être conforme à la loi Littoral et prendre en compte les notions suivantes :

- L. 121-21 : La détermination de la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser ;
- L. 121-22 : La préservation des coupures d'urbanisation ;
- L. 121-8 : La limitation des extensions d'urbanisation sur l'ensemble de la commune : l'extension de l'urbanisation doit se faire en continuité des agglomérations ou villages existants ou en hameau nouveau intégré à l'environnement ;
- L. 121-13 : La détermination d'espaces proches du rivage (EPR) et la limitation des extensions de l'urbanisation dans les EPR ;



- L. 121-16 à 20 : L'inconstructibilité de la bande des 100 mètres ;
- L. 121-23 à 27 : Les espaces remarquables et les Espaces Boisés Classés.

*Limite présumée des Espaces Proches du Rivage – Source PLU*



Le projet ne se situe ni dans la bande des 100 mètres, ni en espace proche du rivage.

La séquence 1 concerne le secteur de Kermarquer : « A l'ouest, cette limite prend naissance dans le boisement qui borde la zone d'activités de Kermarquer en laissant cette dernière hors des EPR et traverse l'ancien marais dont le caractère maritime n'est aujourd'hui plus avéré ».



En outre, depuis la décision rendue par la Cour administrative d'appel de Nantes le 25 mars 2011 (n° 10NT00154), devenue définitive par un arrêt du Conseil d'Etat du 14 novembre 2011 (n° 349696), il est acquis que le site de Kermarquer constitue une agglomération au sens de l'article L.121-8 du code de l'Urbanisme :

« Considérant qu'aux termes du I de l'article L. 146-4 du code de l'urbanisme : L'extension de l'urbanisation doit se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et villages existants, soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement ; qu'il ressort des pièces du dossier que, si elle se situe à l'écart du bourg de La Trinité sur mer, la zone d'activités de Kermarquer comporte actuellement une quarantaine de bâtiments industriels desservis par un réseau de voies internes et que bordent quelques constructions à usage d'habitation

*; que, dans ces conditions, le projet en litige doit être regardé comme situé au sein d'une zone déjà urbanisée caractérisée par une densité significative de constructions ».*

L'extension de la zone d'activités entre dans le champ de l'urbanisation en continuité d'une agglomération.

Ainsi, le projet d'extension de la ZA de Kermarquer répond aux critères d'urbanisation limitée en continuité d'une agglomération existante.

**Le projet est donc conforme aux dispositions de la Loi Littoral.**



## IV- PRESENTATION DES EXTENSIONS DE LA ZA DE KERMARQUER

---

Le projet d'extension de la ZA de Kermarquer comprend 4 zones situées au Nord, à l'Ouest, à l'Est et au Sud de la ZA existante. Chacune d'elles a une vocation identifiée (artisanale, tertiaire, service, nautique). Le périmètre du projet porte sur une superficie de 9,81 hectares, mais seuls 8,29 seront aménagés.

Chaque extension constituera un lotissement avec dépôt d'une demande de permis d'aménager.

L'ensemble de ces zones s'organisera autour d'une placette ou d'une voie avec un bâti implanté de préférence proche de l'espace public pour créer une véritable structure urbaine.

Outre la volonté de créer des « villages » d'activités à vocation identifiée, AQTA souhaite également assurer une continuité et une cohérence avec la zone déjà existante, ainsi d'assurer un maillage dense de liaisons douces.

Les principes d'aménagement des extensions de la zone d'activités de Kermarquer s'articulent autour de quatre principes majeurs :

- créer des "villages" d'activités;
- assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;
- assurer un maillage dense de liaisons douces ;
- intégrer les extensions dans leur environnement naturel.

## A- Le programme retenu

Le projet d'extension est conçu sur 4 zones et selon le phasage suivant :

- extension sud : 4,5 ha dont 3,74 ha à aménager qui sera occupée par le projet de plateforme nautique et 0,76 déjà aménagés (bassin de rétention réalisé dans le cadre du projet de requalification de la ZA) ;
- extension ouest : 1,39 ha ;
- extension nord : 2,06 ha (0,27 ha de la ZA existante servira pour l'accès à la zone d'extension nord) ;
- extension est : 1,1 ha, aménagée en dernier lieu, uniquement si nécessité de foncier supplémentaire.

**Le projet d'extension porte donc sur 9,81 ha, dont 8,29 ha feront l'objet d'aménagement.**

Le projet de plateforme portuaire sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la Compagnie des Ports du Morbihan et fera l'objet des La zone d'extension Nord (Pôle artisanal)



*Extension Nord de la ZA de Kermarquer*

La zone d'extension Nord, d'une superficie de 2,06 hectares, comprend deux îlots (8 525 m<sup>2</sup> et 5 720 m<sup>2</sup>) et la création d'une voie avec placette s'appuyant sur la haie bocagère centrale.

*Le plan ci-dessus est reproduit à la pièce V du présent dossier intitulée « Plan général des travaux ».*

Les références cadastrales des parcelles concernées par cette extension sont les suivantes : parcelles cadastrées section AT n°3p – 4p – 5p – 16p – 17p – 18p et 19p.

### ➤ **La zone d'extension Ouest (Pôle service)**



### *Extension Ouest de la ZA de Kermarquer*

La zone d'extension Ouest, d'une superficie de 1,39 hectare, comprend deux îlots (4 900 m<sup>2</sup> et 3 670 m<sup>2</sup>) et la création d'une voie avec bouclage sur la rue de la Drisse.

*Le plan ci-dessus est reproduit à la pièce V du présent dossier intitulée « Plan général des travaux ».*

➤ **La zone d'extension Est (Pôle tertiaire)**

*Le plan ci-dessous est reproduit à la pièce V du présent dossier intitulée « Plan général des travaux ».*

**LEGENDE**

- Périmètre de l'extension
- ① Numéro et surface des lots

**REVETEMENTS**

- Pavés béton à engazonnement
- Résine de gravillons
- Enrobés
- Sol sablé stabilisé

**ESPACES VERTS**

- Arbres
- Arbustes
- Couvre sol
- Noue EP
- Gazon
- Zone humide

**Profil voie extension Est - 1/150**

Voie

Voie de circulation

plateforme

Room

Kermarquer

Rue Cabestan

Rue du bout

Impasse du bout

Lot 01 4 060 m²

Lot 02 4 130 m²

N

ZA de Kermarquer à la Trinité Sur Mer

PROJET : DUP pour le lotissement des extensions de la ZA de Kermarquer

TITRE : Plan de l'extension - Zone Est

AUP

PLG

1/1000

13.11.15

AURAY QUIBERON

TERRE-ATLANTIQUE

AQTA  
Notice explicative

➤ **La zone d'extension Sud (Pôle nautique)**

La totalité de la zone d'extension sud sera occupée par le projet de plateforme nautique porté par la Compagnie des ports du Morbihan. La réalisation de cette extension ne nécessite pas de travaux particuliers de viabilisation au niveau des futurs accès de cette dernière, des attentes étant déjà prévues pour chacun des réseaux.

Le projet de la Compagnie des ports du Morbihan est ici présenté au niveau de définition actuel du projet en cours. Celui-ci prévoit l'aménagement d'une plateforme et d'une aire de carénage. Aucune construction n'est prévue. Cet aménagement comprendra :

- la création d'aires de stationnement des bateaux semi-perméables,
- la construction de voiries internes,
- la réalisation d'un show-room en plein air avec passerelles de visite,
- la construction d'une aire de carénage, de réparation et de déquillage des bateaux, l'aire sera en béton avec récupération et traitement des eaux,
- l'aménagement paysager du site et un bassin tampon,
- l'implantation d'un bureau de service, sanitaires et aire de stationnement attenante,
- la sécurisation du site.

Ce projet se compose des surfaces suivantes :

- Surface de stockage des bateaux (semi-perméable) : 26 340 m<sup>2</sup>
- Surface voirie et aire technique (imperméable) : 6 870 m<sup>2</sup>
- Surface espace vert et bassin tampon : 3 370 m<sup>2</sup>

Une notice loi sur l'eau a été constituée pour ce projet et prévoit un bassin de 1000 m<sup>3</sup>, se rejetant à débit régulé vers le bassin existant, conformément au dossier loi sur l'eau de la ZA.

Le dimensionnement de voirie est envisagé avec une plateforme support de type PF2, pour un trafic moyen journalier de 50 véhicules/jours et une structure bitumineuse est de 1,40 m pour les trottoirs et 5,50 m pour la chaussée et voie secondaire.

Les références cadastrales des parcelles concernées par cette extension sont les suivantes : parcelles cadastrées section AT n°61 – 111p – 112p – 116 – 110p – 225 – 417 – 416 - 223 p – 224 – 222 – 99 – 383 – 105 et 106.



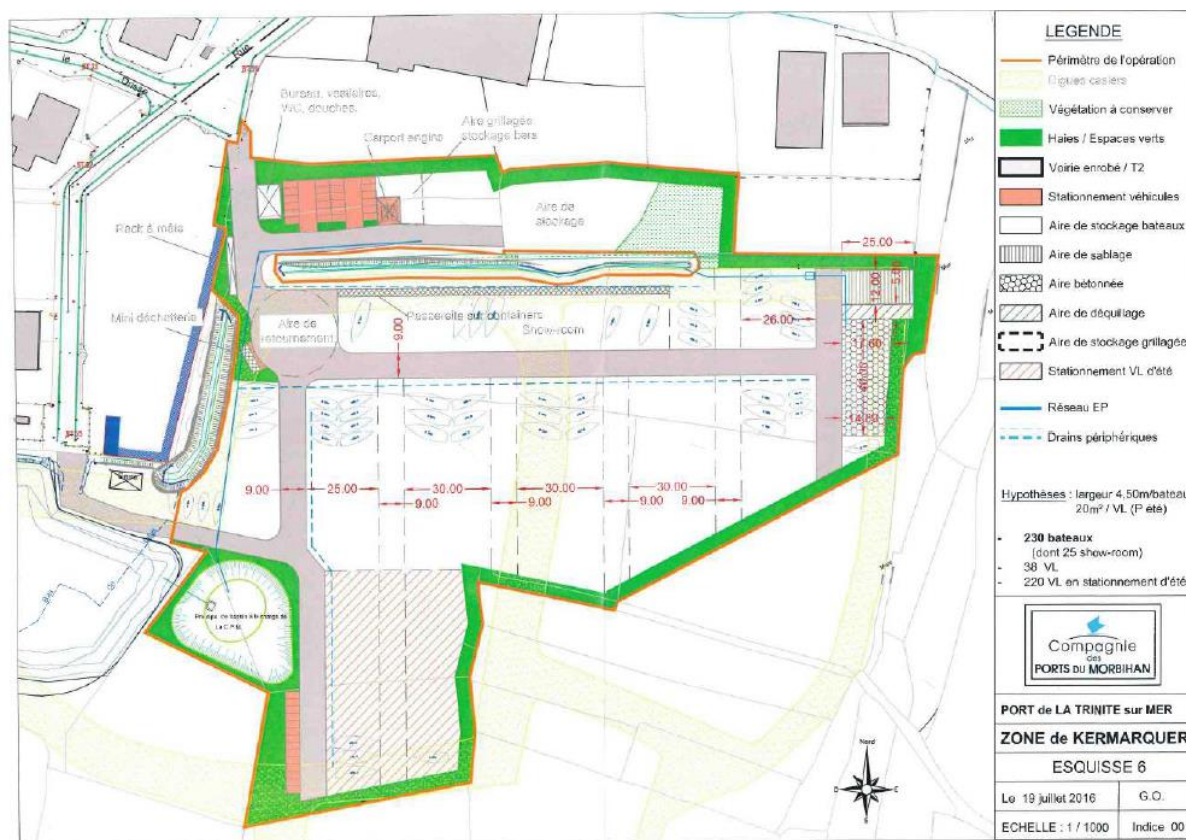


Figure 15 : Plan projet de l'extension sud (CPM, juillet 2016)

### Extension Sud de la ZA de Kermarquer

## B- La desserte, le stationnement et les liaisons douces

Le plan de déplacement de la ZA existante ne sera pas modifié. Chaque extension prévoit la création de voies de desserte centrale partant des voies de la zone existante, ce qui permet d'assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante :

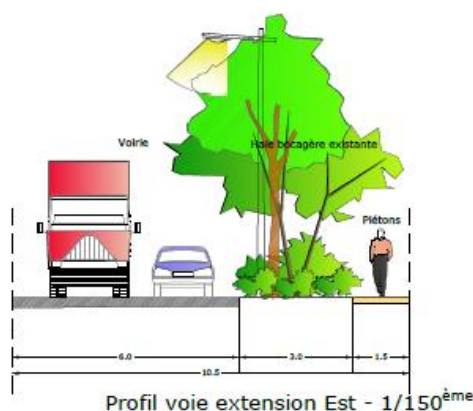
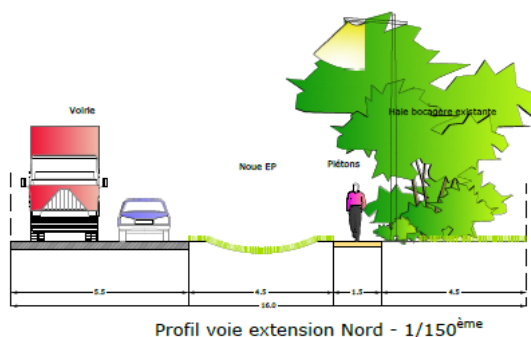
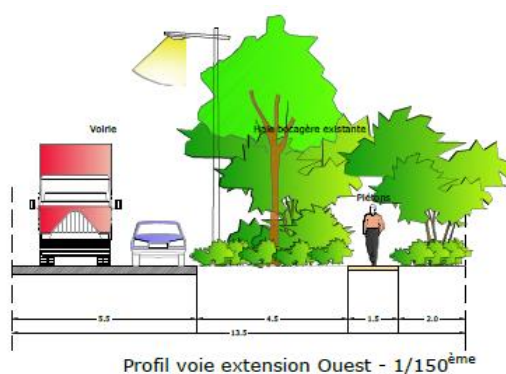
- pour l'extension Nord, un accès sous la forme d'un pont sera créé à partir de la ZA existante, au niveau de l'impasse du Bout ;
- pour l'extension Est, l'accès se fera par l'impasse de la Manille, dont un élargissement est prévu ;
- pour l'extension Ouest, le projet prévoit la création d'une voie avec bouclage qui se connectera sur la rue de la Drisse ;
- enfin, l'extension Sud sera connectée à la ZA existante avec un accès au Sud de la rue du Cabestan.

Chacune des voies créées sera calibrée pour la circulation des poids lourds.



En outre, le projet prévoit:

- la création de poches de stationnement mutualisés, en pavés béton et engazonnement, en entrée de villages et aux endroits stratégiques;
- une capacité de stationnement évaluée à 100 véhicules pour la plateforme nautique ;
- un maillage dense de liaisons douces avec la création d'un réseau de chemins piétons desservant l'ensemble des extensions depuis la zone existante. Les voiries comprendront ainsi une partie dédiée aux piétons séparées de la voie centrale par des espaces bocagers;
- le maintien des voies de déplacements doux autour du site et la liaison de ces cheminements vers les chemins périphériques existants.



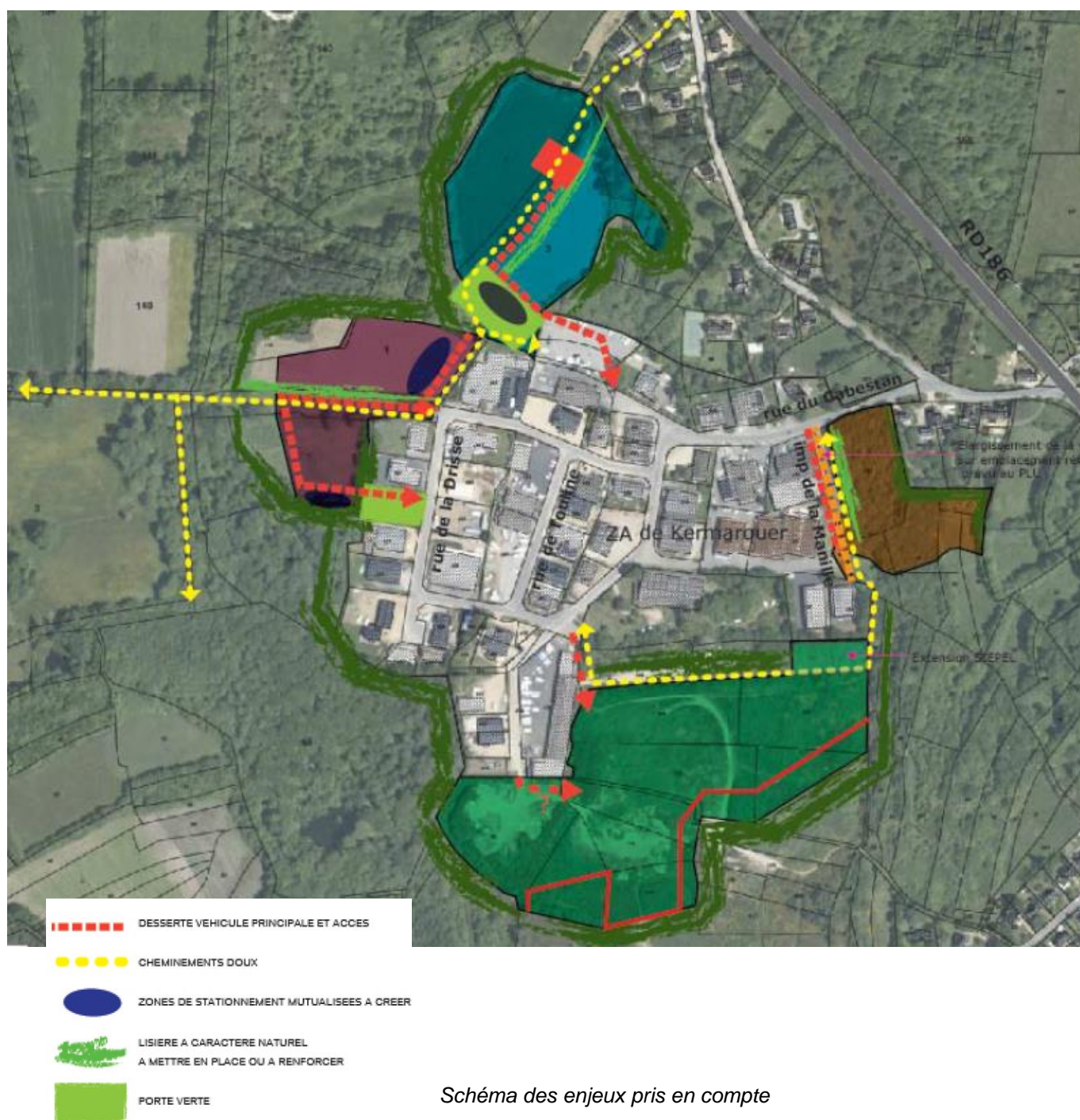
## **C- La trame verte et les espaces paysagers**

La trame verte existante (boisement du secteur Est, haies bocagères remarquables des secteurs Nord et Ouest) sera préservée et confortée afin de créer un écrin bocager de qualité permettant l'intégration paysagère des extensions.

Elle sera accompagnée par :

- la mise en place d'un paysagement structurant à caractère champêtre et bocager le long des voies pour assurer l'intégration de ces extensions (haies bocagères plantées d'essences végétales existantes sur le site) ;
- la création d'un espace vert dans l'extension Nord, engazonnement ;
- la création de portes vertes arborées à l'entrée du secteur Ouest ;
- la création de noues paysagères.

Le projet intègre pleinement ces extensions dans leur environnement naturel. *L'insertion paysagère du projet sera développée dans la partie suivante « V- Conditions d'insertion paysagère du projet dans l'environnement » de la présente notice.*





## V- CONDITIONS D'INSERTION DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT

---

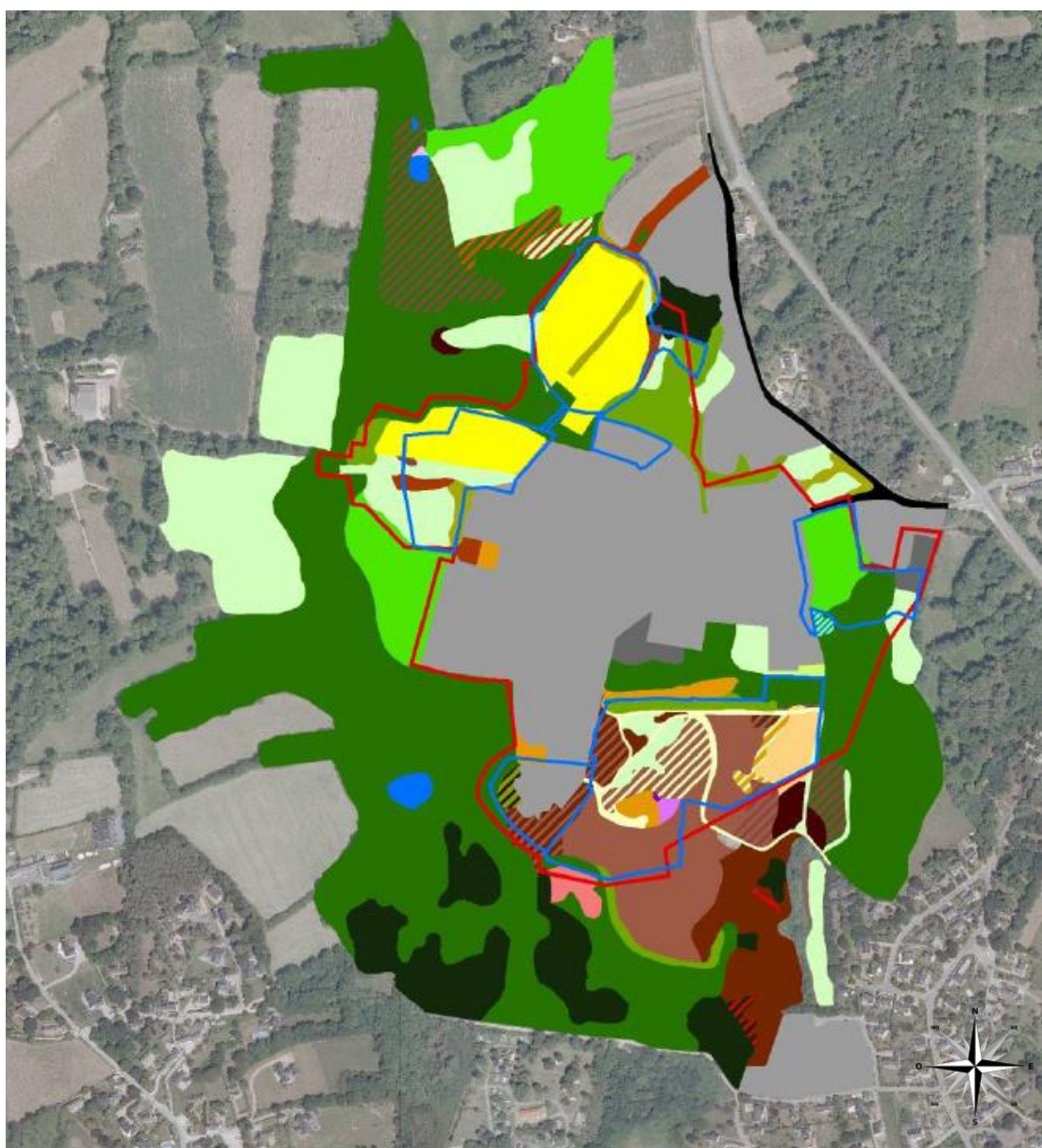
*Pour rappel, le projet de requalification et d'extension de la zone de Kermarquer a fait l'objet d'une étude d'impact, pièce n°8 du présent dossier. Sont ici repris les principaux éléments de l'étude afférents notamment à la prise en compte du paysage, de la qualité de l'eau, des zones humides et de la biodiversité (espèces et habitats).*

### A- État des lieux du site

*Source : Etude d'impact*

Le secteur de Kermarquer s'inscrit dans un paysage caché semi urbanisé et semi rural entouré de boisements, notamment en périphérie Ouest, formant un corridor écologique.

Le site du projet est occupé par divers habitats : prairies, milieux humides, landes, boisements, fourrés et ronciers, champs de culture, friches rudérales ....














ats naturels et artificiels

 Périmètre approché




### Forêts

-  Résineux planté ou spontané (83.31)
-  Résineux planté ou spontané x Lande hyperatlantique subsèche à Bruyère cendrée (83.31 x 31.235)
-  Chênaie-Charmaie (41.2)
-  Chênaie-Charmaie x Ptéridaie (41.2 x 31.86)
-  Chênaie-Charmaie x Fourré à Prunellier (41.2 x 31.8112)
-  Saulaie à Saule roux (44.92)
-  Saulaie à Saule roux x Roncier (44.92 x 31.831)
-  Boisement mixte (43)
-  Bocage avec talus (84.4)




### Fourrés et ourlets

-  Ptéridaie (31.86)
-  Ptéridaie x Fourré à Prunellier (31.86 x 31.8112)
-  Roncier (31.831)
-  Fourré à Ajonc d'Europe (31.85)
-  Fourré à Ajonc d'Europe x Fourré à genêt (31.85 x 31.84)
-  Fourré à Ajonc d'Europe x Fourré à Baccharis (31.85 x -)
-  Fourré à Prunellier (31.8112)
-  Fourré à Prunellier x Chênaie-Charmaie (31.8112 x 41.2)
-  Fourré à Prunellier x Fourré à genêt (31.8112 x 31.84)
-  Fourré à Baccharis
-  Fourré à Baccharis x Fourré à Prunellier (- x 31.8112)
-  Fourré à Baccharis x Végétation prairiale à Dactyle aggloméré (- x 38.2)
-  Fourré à genêt (31.84)



### Prairies

-  Végétation prairiale à Dactyle aggloméré (38.2)
-  Végétation prairiale à Dactyle aggloméré x Ptéridaie (38.2 x 31.86)
-  Prairie humide à Jonc acutiflore (UE 6410) (37.2.2)











### Communautés des milieux humides

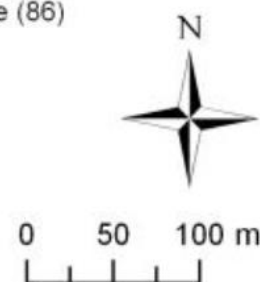
-  Ceinture hygrophile à Millepertuis des marais (UE 3110) (22.3)
-  Jonçaie à Jonc maritime (UE 1330-3) (15.33A)
-  Phragmitaie (53.11)

### Landes et communautés associées

-  Lande hyperatlantique subsèche à Bruyère cendrée (UE 4030-5) (31.235)
-  Lande humide à Ajonc de Le Gall et Bruyère ciliée (UE 4030-8) (31.2352)

### Habitats artificiels

-  Friche à Picris fausse épervière (87)
-  Friche à Picris fausse épervière x Végétation prairiale à Dactyle aggloméré (87 x 38.2)
-  Pelouse anthropogène
-  Habitation et zone commerciale (86)
-  Chemin
-  Route
-  Potager/jardin (85.3)
-  Champ maïs (82.1)
-  Mare (22.1)
-  Friche arbustive (87)





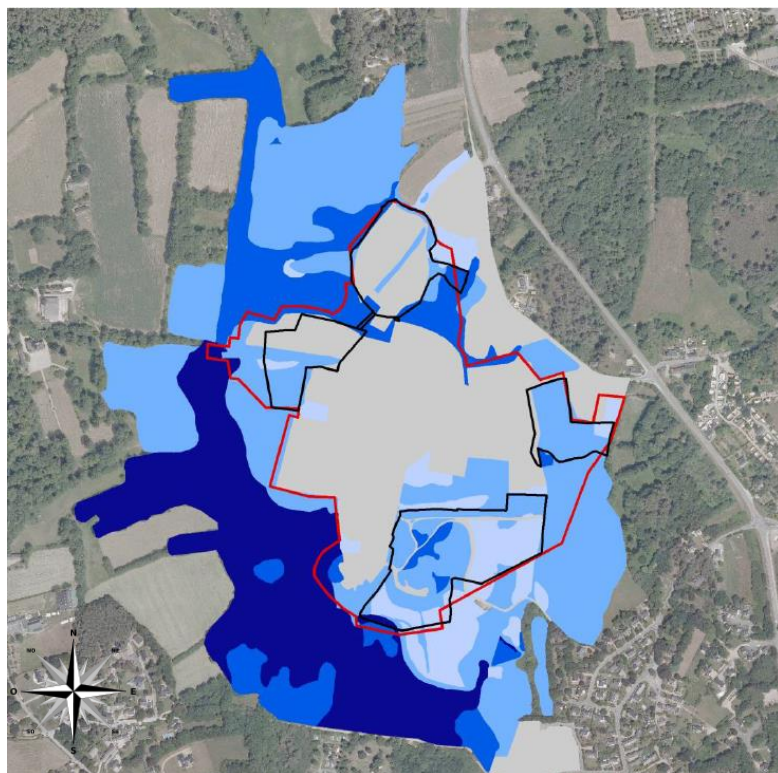
Le site possède une biodiversité d'intérêt patrimonial, essentiellement dans sa partie Sud. Plusieurs habitats d'intérêt européen ont été recensés :

- sur l'emprise du projet : Jonçais à Jonc maritime, Lande humide et ajonc de Le Gall et bruyère ciliée ;
- à proximité : Ceinture hygrophile à Millepertuis des marais Lande hyperatlantique subsèche à Bruyère cendrée.

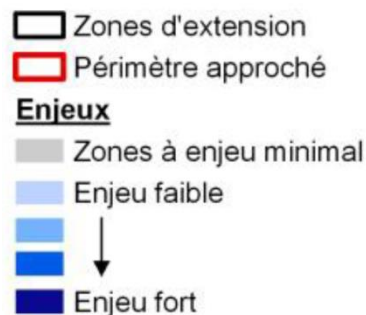
L'inventaire de la flore a permis d'inventorier 94 espèces végétales sur le site, dont peu possèdent un quelconque statut de protection particulier. La plus remarquable est l'Asphodèle d'Arrondeau, espèce protégée au niveau national, située dans la partie Sud Est du site, mais en dehors du périmètre du projet. En outre, cinq espèces présentes sur la zone d'étude figurent sur la liste des plantes invasives de Bretagne.

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence de :

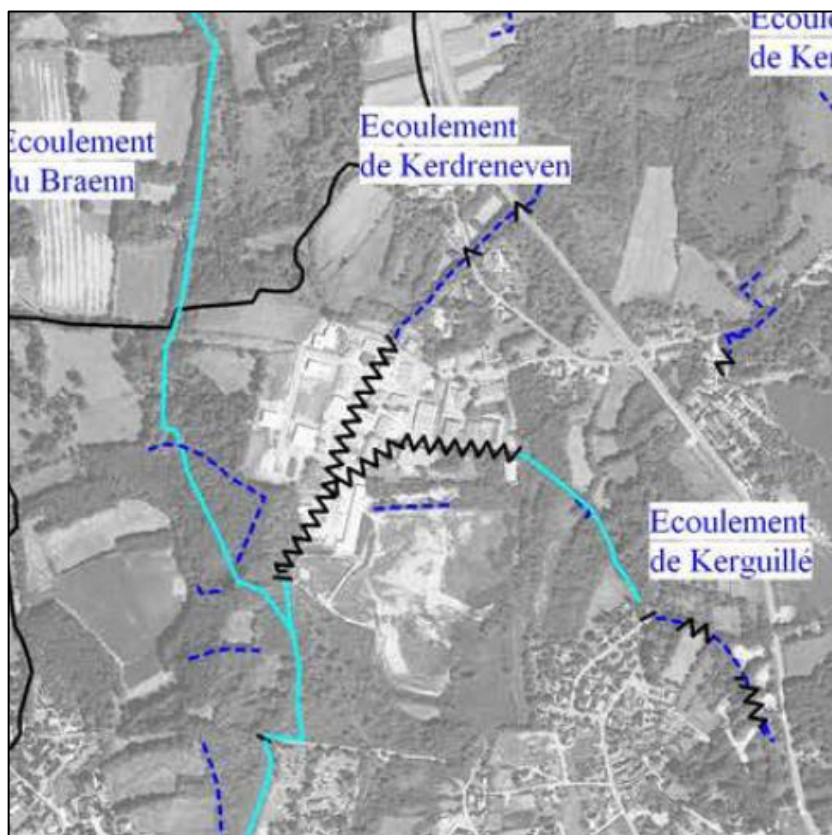
- 34 espèces d'oiseaux, dont 3 sont considérées comme patrimoniales : Pic noir, du Bouvreuil pivoine et de l'Engoulevent d'Europe. Ces espèces protégées ont été approchées au Sud et à l'Ouest du site, et à l'intérieur du périmètre de l'extension Sud concernant le Bouvreuil pivoine.
- 3 espèces de mammifères : lapin de garenne, renard roux et écureuil roux. Parmi elles, seul l'Ecureuil Roux observé en périphérie du site est protégé ;
- 4 espèces de chiroptères : la sérotine commune, la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl et la Barbastelle d'Europe. Ces espèces sont protégées par l'Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés.
- 3 espèces protégées de reptiles :
  - o La Coronelle lisse (extension Sud)
  - o La Couleuvre à collier (secteur Nord-Ouest)
  - o Le Lézard vert (zone remblayée au Sud)
- 4 espèces protégées d'amphibiens ;
  - o La Grenouille agile (en prairies)
  - o La salamandre tachetée (zone remblayée au Sud)
  - o Le Pélodyte ponctué (zone remblayée au Sud)
  - o Le Triton palmé (zone remblayée au Sud)
- Quelques papillons et 19 espèces d'orthoptères (dont 2 sont protégées : l'Oedipode émeraude, approché dans le périmètre d'extension Sud, et le Criquet des ajoncs), 1 espèce d'odonate (Leste Brun) et 1 coléoptère (Lucane cerf-volant).



A partir des différents habitats et espèces identifiées sur le site, une carte des enjeux a été élaborée.

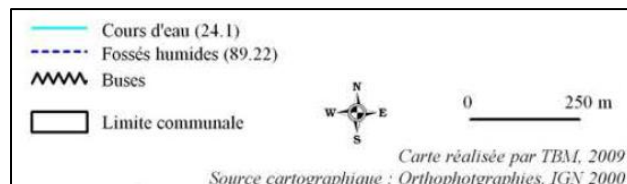


Cartographie des enjeux des milieux naturels



En outre, on peut relever la présence d'un cours d'eau et d'un fossé temporaire sur le site :

- le fossé humide, « ruisseau temporaire de Kerdreneven », entrant dans la zone par le Nord et ressortant au Sud-Ouest ; il est busé pour une grande partie ;
- le « ruisseau de Kerguillé » entrant dans la zone par le Sud-Est de celle-ci, et rejoignant ensuite le ruisseau temporaire de Kerdreneven.

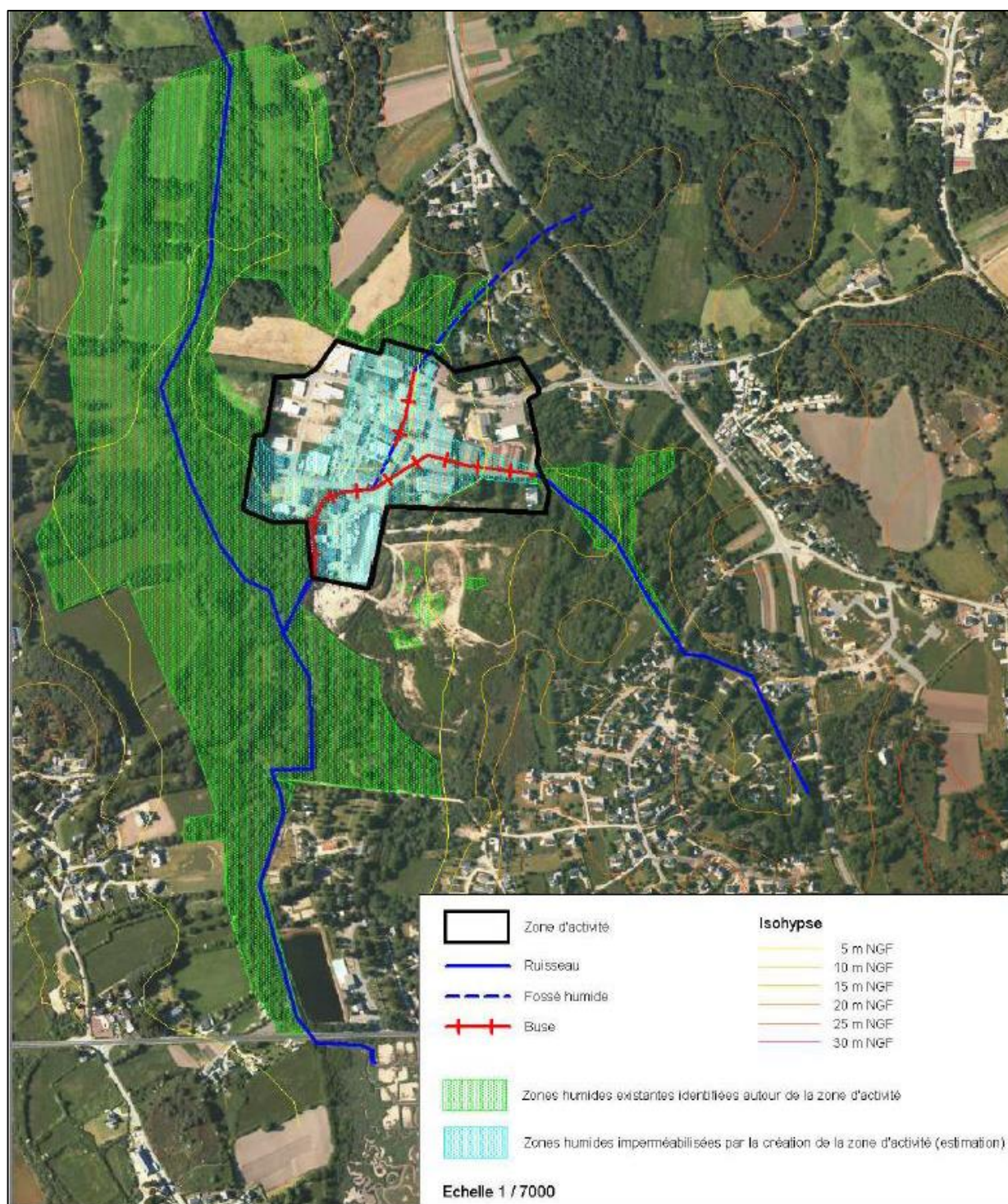


Cartographie des linéaires aquatiques- sources PLU

La convergence de ceux-ci offre une situation propice au développement de zones humides.



En s'appuyant sur l'observation des zones humides répertoriées autour de la zone d'activités, sur les tracés des ruisseaux busés sur la zone d'activités et sur la topographie du site, on peut retracer sommairement les anciennes zones humides qui ont été imperméabilisées et estimer leur surface à de 6,2 ha.



*Estimation des zones humides imperméabilisées (extrait du dossier Loi sur l'EAU 2011)*

Il existe encore quelques secteurs de faible superficie et disséminés, pouvant répondre à la typologie de « zone humide » au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. Ils sont situés au Nord-Ouest, au Sud et à l'Est du site, au sein des zones potentielles d'extension de la zone d'activités.

Les différents types d'habitats observés sont les nomenclatures suivantes (de la typologie Corine concernant les habitats naturels) :

- 37.22 : « Prairies à Jonc acutiflore » ;
- 37.312 : « Prairies acides à Molinie » ;
- 37.1 : « Communautés à Reine des prés et communautés associées » ;
- 31.8111 et 44.1 : « Fruticées atlantiques », « Formations riveraines de Saules »
- 44.1 : « Formations riveraines de Saules » ;
- 87 et 84.42 : « Terrains en friche et terrains vagues », « Terrils crassiers et autres tas de détritrus ».

## **B- Insertion du projet et prise en compte de l'environnement**

*Pour rappel, le projet de requalification et d'extension de la zone de Kermarquer a fait l'objet d'une étude d'impact, pièce n°8 du présent dossier. Sont ici repris les principaux éléments de l'étude.*

AQTA a souhaité mener à bien le projet d'extension de la zone d'activités tout en préservant les habitats et espèces remarquables. Le périmètre du projet prend pleinement en compte les diverses considérations environnementales.

Les zones boisées et zones naturelles, habitats potentiels de nombreuses espèces protégées, ont été exclus du périmètre du projet.

Concernant la flore, l'aménagement des secteurs retenu entraînera la disparition d'espèces communes et d'espèces envahissantes. Aucune espèce floristique patrimoniale et protégée n'est située dans le périmètre du projet.

Concernant l'agriculture, un seul exploitant agricole est présent sur le site. Le GAEC de la Madeleine exploite les parcelles cadastrées AT n° 1- 3- 4 et 5, soit environ 2,6 hectares. La réalisation du projet aura ainsi un impact sur l'activité agricole dans la mesure où il aura pour effet de faire disparaître l'activité agricole du site.

Toutefois, l'exploitant exploite 105 hectares ; l'emprise du projet affectera donc très faiblement son exploitation (2,4% environ). La réalisation du projet n'engendrera donc pas de déséquilibre grave d'exploitation pour l'exploitant en place, au sens des dispositions de l'article R.352-2 du Code rural.

Le projet entraînera des modifications de la faune dans son emprise. Les effets du projet seront la destruction de certains individus et d'habitats favorables à ces espèces, le dérangement des espèces, la perte d'espaces pour la circulation de la faune. Certaines espèces protégées seront toutefois impactées (*cf. prise en compte des espèces développées ci-après*).

### ➤ **Insertion paysagère**

Les extensions projetées se feront dans la continuité de la zone d'activités existante. Ces zones d'extension ne seront pas visibles depuis la route principale. La zone de Kermarquer est située dans un espace caché, occulté des vues depuis la RD186 par des zones d'enfrichement, de taillis denses et de boisement. Le paysage ne sera pas radicalement modifié.

La zone d'activités de Kermarquer et ses zones d'extensions resteront entourées de boisement. Ces boisements et haies limiteront la visibilité sur le site à l'extérieur du périmètre du projet. Le projet est ainsi intégré dans son environnement.

Les habitants à proximité immédiate de la zone d'extension Est auront toutefois une vue quasi directe, sur la zone d'activités. En effet, le boisement dans l'emprise de la zone d'extension qui les séparait jusqu'alors sera détruit à l'exception d'une bande boisée (espace boisé classé au PLU).

Des haies seront plantées et renforcées avec des essences locales. La zone d'extension Nord sera séparée des habitations par une haie bocagère existante. Les bâtiments de la ZA, dont la hauteur maximum est limitée à un maximum de 11 mètres, resteront dissimulés par les arbres.

Le projet veillera au maintien d'une unité paysagère et architecturale afin de s'intégrer à l'environnement. Les clôtures des installations seront végétalisées avec des espèces locales, et les haies périphériques et certains arbres du site seront préservés.

### ➤ **Prise en compte des espèces protégées**

Du fait de la présence d'espèces protégées, un dossier de demande de dérogation espèces protégées et de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement a été réalisé dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités. Suite à l'avis de la DREAL du 3 octobre 2013, le dossier a été complété et finalisé en juillet 2014.

Par courrier en date du 3 avril 2015, la Préfecture du Morbihan n'a pas favorablement répondu à la demande. Une nouvelle demande de dérogation a été déposée en avril 2015 et a fait l'objet de compléments dont les derniers transmis en novembre 2016 ont permis de lever les dernières réserves, comme l'a validé l'arrêté préfectoral du 8 août 2017.

#### • **Avifaune**

Les 34 espèces d'oiseaux qui fréquentent la zone de projet et les secteurs en périphérie sont des espèces communes à très communes. La surface des habitats détruits pour l'aménagement de l'extension de la zone d'activités de Kermarquer présente un enjeu relativement faible pour l'avifaune.

Les milieux naturels situés en périphérie immédiate comme les landes et les boisements seront conservés pour la préservation des espèces d'intérêt patrimonial que sont le Pic noir, le Bouvreuil pivoine et l'Engoulevent.



Le Bouvreuil pivoine dépend des graines de plantain et pissenlit pour la nourriture des jeunes. Ainsi, ce type de plantation sera favorisé sur les abords du bassin de stockage dont les pentes seront enherbées. Pour favoriser l'utilisation de ces graines par le Bouvreuil pivoine, la gestion des milieux herbacés sera menée de manière différenciée à savoir de mener des fauches tardives essentiellement.

Le Bouvreuil pivoine niche de préférence dans des espaces boisés. Or, des habitats favorables à la nidification sont situés tout autour de la ZA de Kermarquer. Les secteurs à Baccharis où l'espèce peut aussi nicher servent surtout de zone d'alimentation. Les plantations adaptées aux abords du bassin de stockage d'eaux pluviales auront cette fonction de zone d'alimentation en remplacement des secteurs à Baccharis.

- **Reptiles et amphibiens**

Les fossés, habitats de reproduction des amphibiens seront au maximum conservés.

Les amphibiens seront déplacés dans le secteur au Sud-ouest du projet à 200 mètres, au niveau de la location des mares existantes. Ce secteur, outre sa fonctionnalité pour la reproduction des amphibiens et également un secteur favorable à la phase terrestre des individus. Ils seront donc déplacés dans ces habitats terrestres. Ce déplacement sera réalisé par un bureau d'études spécialisé et fera l'objet d'un compte rendu.

De plus, afin de limiter les impacts sur ces espèces protégées, les travaux seront réalisés en fin d'été/début d'automne, période pendant laquelle elles ne sont ni en période de reproduction, ni en période d'hivernage, et pourront se déplacer.

Des arbres seront détruits dans le cadre de l'aménagement du secteur Est. Une partie des restes de coupe seront conservés et installés dans les limites des secteurs afin de créer des micro-habitats favorables aux reptiles voire aux amphibiens.

- **Mammifères**

Les haies et boisements entourant le site seront maintenus et densifiées, offrant ainsi les habitats favorables aux mammifères, et notamment à l'Ecureuil roux.

Pour l'ensemble des espèces de chauves-souris, le maintien des habitats boisés, des zones humides et du bocage est déterminant pour leur préservation. Les lumières seront en outre orientées vers l'intérieur de la ZA de Kermarquer.

Un suivi du retour des espèces sera réalisé notamment dans les zones humides pour lesquelles un état zéro sera réalisé. Un suivi annuel des mares des zones proches du projet sera effectué chaque année durant les cinq premières années afin d'évaluer (qualification et quantification) le retour des amphibiens.

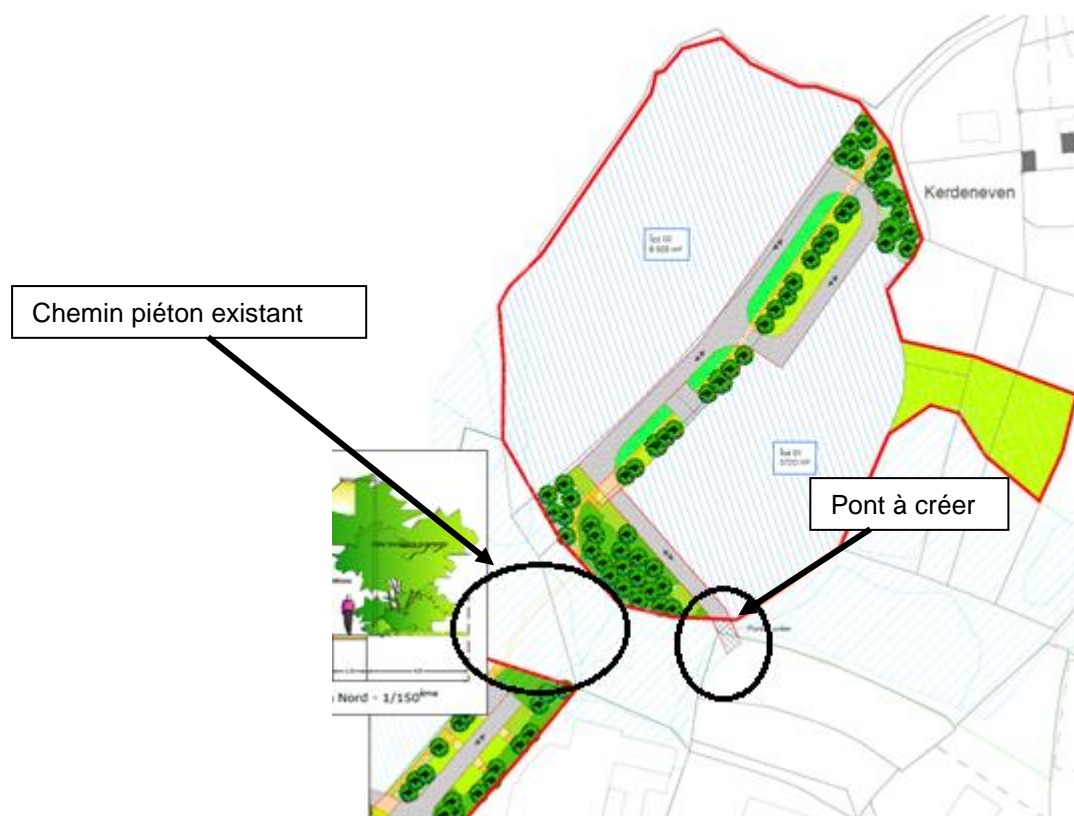
Chacune des sorties fera l'objet d'un compte-rendu remis à la DDTM. Au bout des cinq années, en fonction des résultats, un nouveau cycle de suivi pourra être préconisé.

Ce suivi sera assuré par un bureau d'études qui disposera des compétences en interne pour réaliser ce suivi et analyser les résultats.

➤ **Prise en compte des zones humides**

Le projet d'extension de la zone d'activités prend en compte l'inventaire des zones humides et les conserve en grande partie.

Au niveau de la liaison ZA actuelle/zone d'extension nord, dans le but d'éviter d'impacter la zone humide existante, la voie routière sera aménagée par l'intermédiaire d'un « pont » dont les culées seront implantées hors zone humide. Ainsi l'accès à la zone d'extension nord se fera par la ZA existante par la création d'un aménagement (type pont). Les réseaux de la zone d'extension nord passeront en encorbellement par la structure du pont. La zone humide ne sera donc pas impactée.



*Zone d'extension Nord*

**Cependant, le projet ne peut éviter la destruction de 2 850 m<sup>2</sup> de zones humides (petites dépressions au niveau de la zone d'extension sud).**

Dans ce cadre, le dossier Loi sur l'eau de 2011 du projet indiquait à titre de mesure compensatoire la création d'une nouvelle zone humide en continuité de la zone humide constituée par le lit majeur du cours d'eau dévié de Kerguillé. Toutefois, les analyses de

sols au niveau de la zone de stockage des anciennes vases du Port au sud du projet ont révélé un risque de pollution. Il a donc été recherché une parcelle à proximité du site de projet favorable à une telle mesure.

La parcelle AT 120 a été retenue pour la création d'une nouvelle zone humide. Elle jouxte les secteurs humides répertoriés par l'inventaire de la commune de la TRINITE-SUR-MER de 2009.

Cette parcelle représente une superficie de 3 472 m<sup>2</sup>, dont une partie (348,4 m<sup>2</sup>) est déjà répertoriée comme zone humide. **Ainsi, 3 144 m<sup>2</sup> de zone humide sera créée au sud du périmètre du projet.**

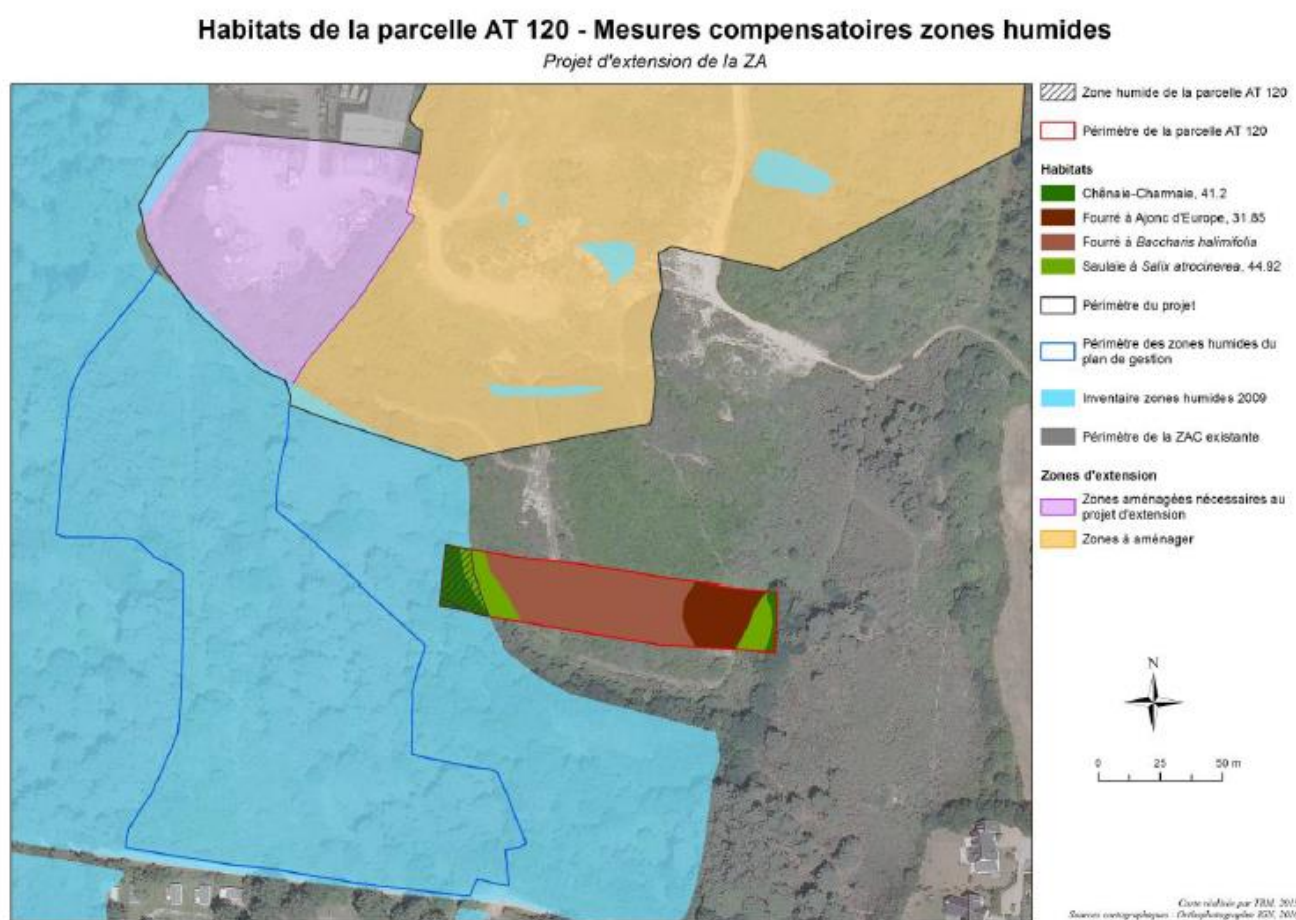


Figure 26 : Mesures compensatoires zones humides

Les aménagements nécessaires à la création d'une zone humide sur la parcelle AT 120 consistent à l'arrachage des Baccharis présents. Cela permettra une ouverture du milieu favorable au développement de la zone humide. L'ouverture du milieu pourra également engendrer la création de creux propices à la reproduction des amphibiens. Cette parcelle fera l'objet de suivi et d'entretien afin de maintenir la maintenir dans un état favorable à la préservation de la zone humide (maintien du milieu ouvert).

En complément de la création de zone humide, une revalorisation de zones humides sera mise en œuvre sur les parcelles AS 53 et AS 54 (de 22 951 m<sup>2</sup>). Les parcelles concernées font partie d'un vaste ensemble humide constituant la plus importante zone humide d'eau

douce de la commune. Cette vaste zone humide est très importante en termes de fonctionnalité et de biodiversité. Un plan de gestion sur ces parcelles sera mis en place afin de favoriser les rôles de corridors écologiques et de réservoir de biodiversité.

**Au total, la surface compensée représente 2,6 hectares.**

**Ces mesures ont fait l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, donnant lieu à l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2012.**

Cette revalorisation a fait l'objet d'un plan de gestion dont les axes sont :

- lutte contre le *Baccharis* qui est une espèce invasive occupant des surfaces importantes sur les parcelles. Cette action permettra l'ouverture du milieu.
- ouverture des milieux le long du cours d'eau, dans la saulaie marécageuse et dans la pinède. Cette action pourra favoriser l'extension des espèces d'intérêt patrimoniale et permettra de maintenir une mosaïque d'habitat.
- rajeunissement des habitats d'intérêt communautaire de type landes qui sont des habitats de transition évoluant vers des boisements si aucun entretien n'est réalisé. L'objectif est d'entretenir ces habitats afin de les maintenir dans le stade de transition caractéristique des landes.
- création d'une mare au niveau de l'espace libéré par la suppression des *Baccharis* au sud de la parcelle AS 53. Une autre mare pourra être envisagée à proximité du canal dans la saulaie. Cette action permettra l'installation d'habitats aquatiques et de la faune inféodées à ces milieux (amphibiens, libellules, invertébrés aquatiques) ce qui permettra l'enrichissement de la biodiversité des parcelles.
- intégration du projet de création d'un cheminement piéton

Les zones humides à créer et à revaloriser feront l'objet d'aménagements leur permettant de retrouver des fonctionnalités hydrauliques et écologiques. Ils consisteront à déblayer les éléments bloquant la fonction hydraulique de la zone. Un suivi annuel sera réalisé afin de vérifier la recolonisation du milieu par les espèces d'intérêt patrimonial affiliées aux zones humides et pour empêcher la prolifération d'espèces invasives.

Ainsi, le projet d'extension de la ZA de Kermarquer respecte les prescriptions du **SDAGE Loire Bretagne** adopté le 4 novembre 2015 pour la période 2016-2021, notamment les dispositions du chapitre « **8- Préserver les zones humides** » :

**8B - Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités**

*Disposition 8B-1*

*Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide. À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités. À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recréation ou la restauration de zones humides, cumulativement :*

- équivalente sur le plan fonctionnel ;
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;
- dans le bassin versant de la masse d'eau.

*En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.*

*Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).*

*La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.*

### ➤ **Gestion des eaux pluviales**

Jusqu'alors, dans la zone de Kermarquer, les eaux pluviales de voiries étaient collectées grâce aux caniveaux qui dirigeaient les eaux plus ou moins efficacement vers des avaloirs reliés au réseau d'eau pluviale enterré en béton armé avec des diamètres variant de 300 à 600 mm.

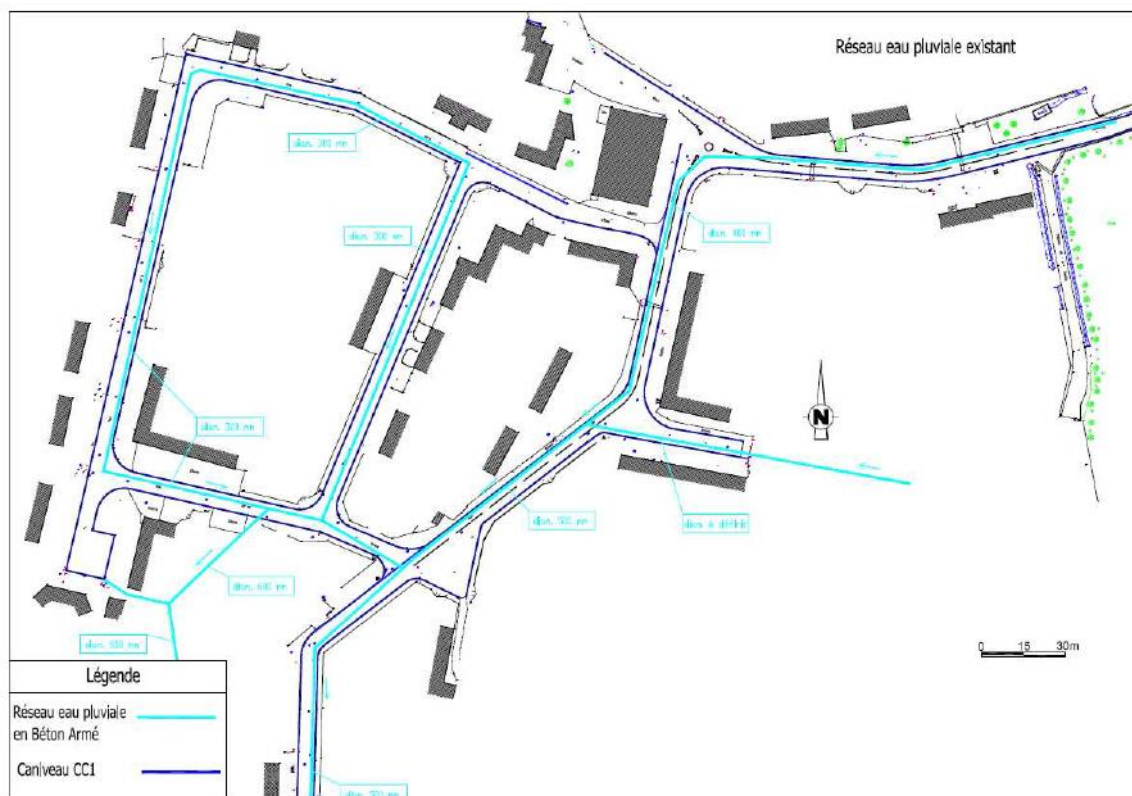
Les eaux de toiture étaient collectées par des gouttières reliées au réseau d'eau pluviale de la zone soit directement par voie souterraine, soit indirectement par ruissellement vers les caniveaux des voiries.

Les eaux pluviales de voiries et de toitures étaient donc collectées ensemble par le réseau enterré.

Ce réseau rejoignait les buses des ruisseaux de Kerguillé et de Kerdreneven sur la zone d'activités.

L'ensemble des eaux pluviales et cours d'eau, se rejetait au Sud-ouest de la zone directement dans le milieu récepteur: le ruisseau du Braenn, sans traitement ni tamponnement.





*Réseau eau pluviale existant*

Aussi, le projet de requalification et d'extension de la ZA a fait l'objet d'une demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement. Un arrêté préfectoral d'autorisation a été rendu le 1<sup>er</sup> août 2012, lequel validait le plan de gestion des eaux pluviales et les mesures compensatoires proposées. Le plan de gestion est applicable pour l'ensemble du programme de travaux.

Suite à cet arrêté, des études complémentaires, permettant de déterminer la nature du sol, ont été réalisées sur l'espace en partie Sud utilisé pour stocker les vases du Port.

Les investigations menées ont mis en évidence la présence dans les sédiments d'hydrocarbures et de métaux. Afin de prendre en compte les résultats de ces études et de s'affranchir des terrassements en zones polluées, de nouvelles mesures compensatoires ont été proposées : modifications des aménagements du bassin de traitement des eaux et du contournement du ruisseau.

Un dossier loi sur l'eau modifié a alors été présenté au CODERST. Un avis favorable a été émis le 05 juillet 2013.

Il est prévu une gestion des eaux pluviales de la zone d'activités ayant pour but de pallier l'augmentation de débit créée par l'imperméabilisation des surfaces. Le débit de fuite autorisé pour le projet est de 3 l/s/ha. L'ensemble du projet de requalification et d'extension représente une surface d'environ 15 ha. Le débit fuite maximal autorisé est donc de 45 l/s.

Cette gestion se met en œuvre par la création d'un dispositif de traitement et de tamponnement (bassin de tampon), d'un volume minimum de 3 430 m<sup>3</sup>, en point bas du réseau d'eau pluviale (au sud-ouest) avant le rejet dans le cours d'eau.

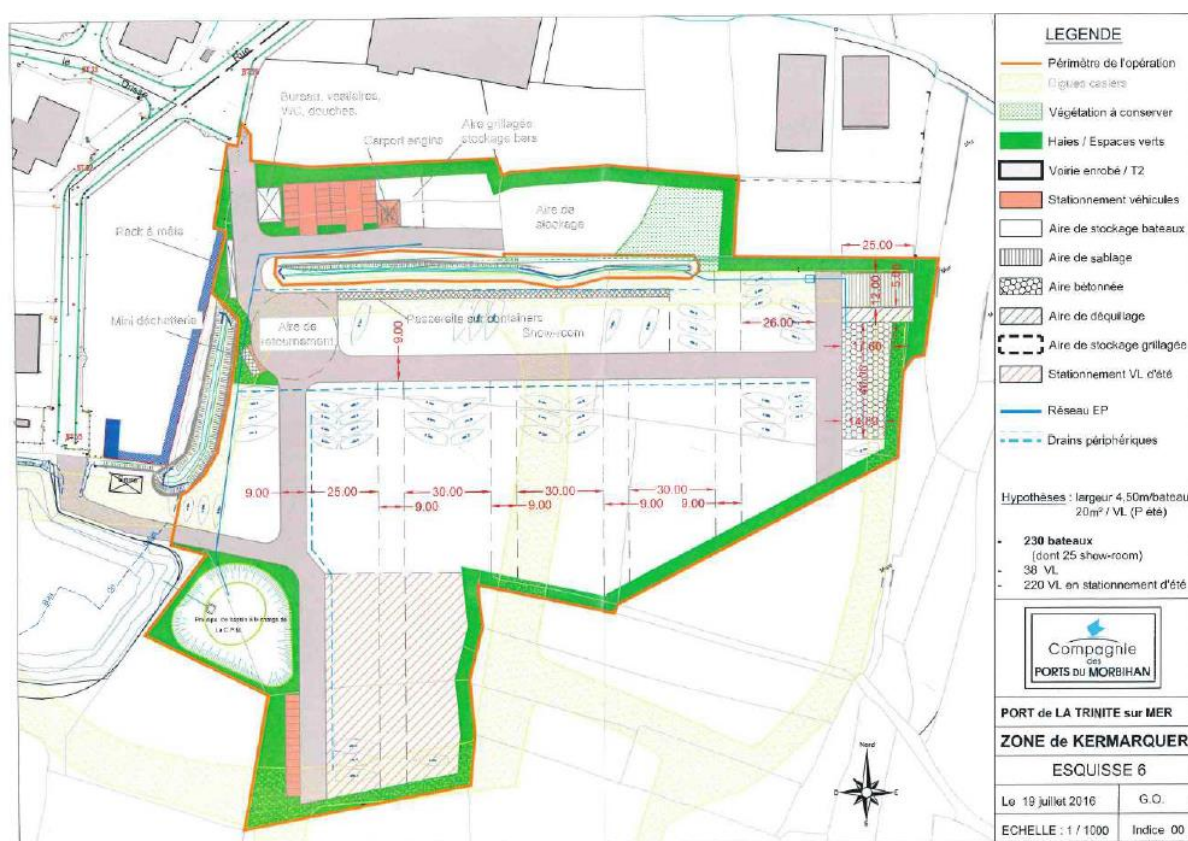


Figure 15 : Plan projet de l'extension sud (CPM, juillet 2016)

### Scénario envisagé pour l'extension Sud (Etudes pré-opérationnelles)

Ce bassin, dont les travaux d'aménagement ont déjà été réalisés, doit gérer l'ensemble des eaux pluviales reçues sur la surface de la zone d'activités actuelle (projet de requalification) ainsi que les eaux pluviales tamponnées par des systèmes de gestion des eaux pluviales des extensions. Il doit assurer une protection optimale pour une fréquence de pluie décennale.

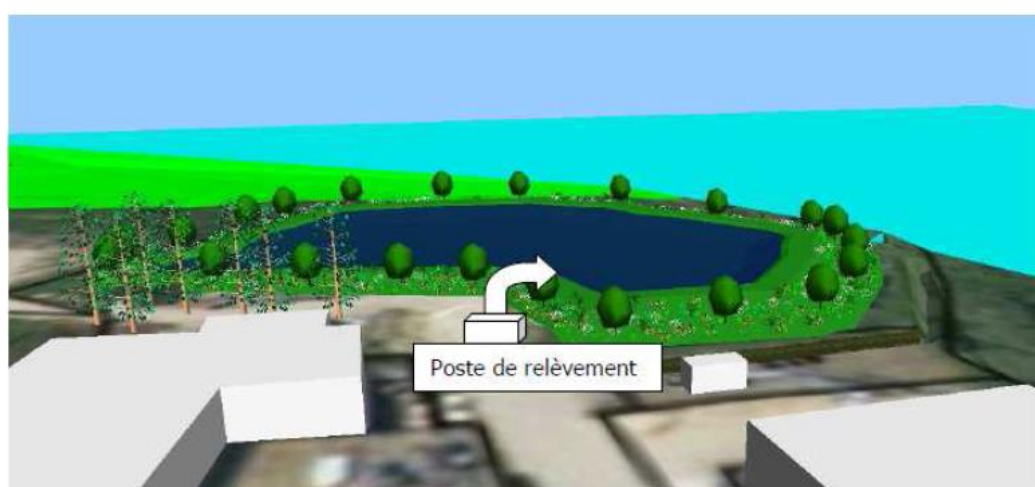
En cas d'évènement exceptionnel (pluie centennale), un volume d'eau supplémentaire d'environ 2 810 m<sup>3</sup> s'écoulera via une surverse vers le milieu naturel.

Le débit de fuite total de l'ouvrage de régulation et de la surverse pourra atteindre 200l/s. Si l'ensemble des surfaces du projet était en zone naturelle sans aucune gestion hydraulique, le débit généré par un évènement centennal serait d'environ 450 l/s.

Ainsi, l'ouvrage de rétention, en tamponnant une partie des eaux permet de réduire le débit engendré par un évènement pluvieux centennal.

En outre, en cas de pollution accidentelle, l'ouvrage de gestion des eaux pluviales est muni d'une vanne manuelle qui permettra d'utiliser le bassin de régulation comme une enceinte de confinement. Cette vanne peut être couplée en entrée de bassin par un by-pass pour permettre le déploiement des eaux non polluées.

Ce bassin n'est pas creusé mais surélevé. Ce choix permet de s'affranchir des terrassements en zones polluée et des eaux de nappes affleurantes. Aussi les eaux pluviales sont pompées pour être ensuite refoulées vers ce bassin.



*Schéma du bassin tampon*

Les volumes issus des surfaces d'extension ont été pris en compte pour le calcul du volume du bassin, en intégrant les débits de fuite autorisés pour chaque zone d'extension, soit un total de 20 l/s (5 l/s pour chaque zone).

Le bassin tampon a ainsi été réalisé selon ces calculs.

Il convient de préciser qu'il existe une différence entre les périmètres d'extension du projet figurant dans le dossier loi sur l'eau et ceux du projet retenu. En effet, le projet retenu en 2015 comporte des surfaces d'extension plus importantes et donc une imperméabilisation supplémentaire pouvant impacter sur les calculs des volumes des ouvrages de gestion des eaux pluviales prévus.

Toutefois, pour l'aménagement des 4 zones d'extension, les débits calculés et figurant dans l'arrêté seront respectés. Pour cela, l'ensemble des zones d'extension feront l'objet d'une nouvelle étude pour la gestion des eaux pluviales. Des ouvrages de gestion des eaux pluviales et de ruissellement seront créés dans les zones d'extension pour assurer les débits prévus. Les eaux pluviales (de toiture et de voirie) seront en majorité collectées par fossés plutôt que par canalisations, favorisant l'infiltration à la parcelle.



Ainsi, le projet d'extension de la ZA de Kermarquer respecte les prescriptions du **SDAGE Loire Bretagne** adopté le 4 novembre 2015 pour la période 2016-2021, notamment les dispositions du chapitre « **3- Réduire la pollution organique et bactériologique** » :

**3D-2 : Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales**

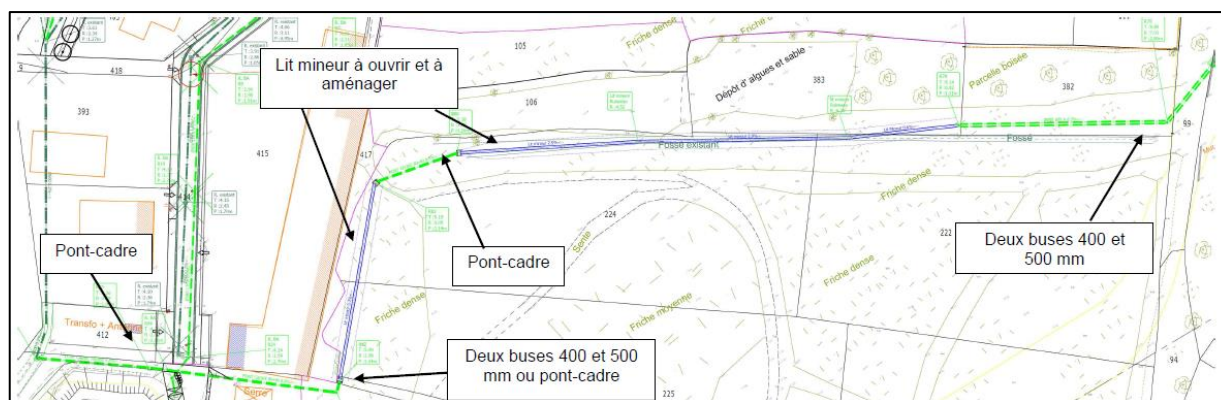
*Le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs eaux pluviales puis dans le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits acceptables par ces derniers et de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement.*

➤ **Déviations du cours d'eau**

Lors de la création de la zone d'activités de Kermarquer, le cours d'eau de Kerguillé et le ruisseau temporaire de Kerdreneven ont été busés afin de disposer d'une surface continue sur la zone.

La mise en place de buse sur un long linéaire entraînait une diminution de luminosité importante. Elle empêchait également le transport correct des sédiments. La biodiversité se trouvait ainsi fortement réduite. Des mesures compensatoires ont été mises en œuvre afin de redonner un caractère naturel aux ruisseaux.

**Aussi, le ruisseau de Kerguillé a été dévié sur une longueur de 350 ml.** Le lit mineur a été creusé avec un lit majeur d'une largeur de 10 à 20 m. Initialement, il était prévu que le ruisseau de Kerguillé entrant au sud-est de la zone soit dévié au sud de la zone en aérien de façon à éviter de le buser et lui redonner un caractère naturel. Cependant, l'étude environnementale (ARCADIS) a démontré que la zone des anciens bassins de vases est par endroit polluée. Afin d'éviter toute migration des polluants dans le milieu naturel, un nouveau tracé au nord et nord-ouest contournant l'ancienne zone de stockage des vases a été retenu. La modification retenue par rapport au projet initial consiste à dévier le ruisseau vers un fossé en limite nord des anciens bassins. Cela a nécessité le busage du ruisseau par plusieurs tronçons de longueur inférieure à 100 m, mais pour un linéaire cumulé de 250 m. Le busage par un pont cadre est favorable au passage des espèces protégées.



*Busage du ruisseau de Kerguillé (en vert)*

*(source : note de dimensionnement du poste de relèvement, cabinet BOURGOIS)*

**Lors de la requalification de la zone existante, la remise à ciel ouvert d'une grande partie du ruisseau de Kerdreneven a aussi été réalisée.**



➤ **Absence d'incidences sur la conservation des sites Natura 2000**

Les sites Natura 2000 les plus proches du périmètre du projet d'extension de la zone d'activités de Kermarquer sont :

- ZPS Golfe du Morbihan, située à environ 3.5 km du projet. Il s'agit d'une zone humide d'intérêt international pour les oiseaux d'eau, en particulier comme site d'hivernage ;
- ZPS Baie de Quiberon, située à environ 4 km du projet. Il s'agit d'un site constitué principalement de rivières et estuaires soumis à la marée avec des vasières et bancs de sables et lagunes ;
- SIC Massif dunaire Graves-Quiberon et zones humides associées, à environ 4km du projet. C'est le plus vaste ensemble dunaire de Bretagne ;
- SIC Golfe du Morbihan, situé à 3.5 km du projet environ.

Il n'y a pas d'impact direct compte tenu de la distance séparant le projet aux différents sites Natura 2000. De plus, le projet est séparé des sites Natura 2000 par la RD 186, RD 781, RD 119 et RD 196. Il n'y a donc aucune connexion directe avec les réseaux hydrauliques des sites protégés. Ces séparations limitent fortement les impacts indirects possibles.

Les oiseaux et autres espèces caractérisant les sites Natura 2000 ne seront pas présents sur le périmètre du projet d'après les inventaires réalisés.

**Le projet n'a donc aucune incidence sur la conservation des sites Natura 2000 les plus proches.**

➤ **Prise en compte du patrimoine**

Le périmètre de la ZA existante ne recoupe pas le périmètre de protection du dolmen sous tumulus de Kermarquer classé. En revanche, une petite partie des secteurs d'extension nord et est inclue en partie dans celui-ci.

Dans ces secteurs, le projet devra donc respecter la réglementation sur le patrimoine relative au périmètre de protection d'un monument historique classé (La loi du 31 décembre 1913, Code du patrimoine : articles L. 611-1 à L. 624-2) : « *Tous les travaux à l'intérieur de ce périmètre ou susceptibles de modifier l'aspect des abords, doivent avoir recueilli l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Celui-ci vérifie au cas par cas la situation dans le champ de la visibilité* » et sera soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

Il est prévu de maintenir la partie de l'extension nord concernée en espace enherbé et la zone d'extension est sera aménagée en dernier lieu, uniquement si nécessité de foncier supplémentaire.

Le projet est également situé dans un secteur présentant une sensibilité archéologique. Le projet a fait l'objet d'une déclaration préalable aux services de la DRAC et le diagnostic d'archéologie préventive a été réalisé fin 2018, conformément à l'arrêté du 16 décembre 2015 portant prescription de diagnostic archéologique. Par courrier en date du 6 février 2019, le Préfet de Région a informé la Communauté de communes Auray- Quiberon-Terre-Atlantique que la nature et l'état de conservation des vestiges mis en évidence sur ce terrain ne justifient pas la réalisation d'une opération préventive complémentaire. En conséquence, le terrain d'assiette du projet est libéré de toute contrainte archéologique.

## **VI- AVANTAGES ATTENDUS PAR LA REALISATION DU PROJET**

---

Les raisons qui conduisent la Communauté de Communes AQTA à engager la réalisation de l'extension de la zone d'activités de Kermarquer sur le territoire de la commune de LA TRINITE SUR MER résultent de la volonté de permettre l'installation de nouvelles activités et l'extension des activités existantes, et de contribuer à la réalisation du projet « Port exemplaire », tout en préservant la qualité paysagère et environnementale du site.

Aussi ce projet doit permettre :

- *d'offrir des terrains destinés aux activités artisanales, commerciales, nautiques et de services, concentrés sur un pôle unique ;*
- *de répondre aux nombreuses demandes d'implantation, principalement dans le nautisme, sur le secteur de Kermarquer, et de participer au développement d'activités qui souhaitent s'installer, se moderniser ou s'agrandir sur le site et donc de pérenniser et d'augmenter les retombées économiques de la commune de LA TRINITE SUR MER et créer de nouveaux emplois;*
- *d'offrir une diversification de l'emploi local ;*
- *d'offrir un parc d'activités permettant notamment l'installation d'un port à sec venant remplacer celui existant actuellement sur le port de plaisance, et ainsi la mise en œuvre du « projet de Port exemplaire ;*
- *de mettre en œuvre une urbanisation respectueuse de l'environnement avec une intégration paysagère de qualité;*
- *d'utiliser au mieux un espace à urbaniser existant à proximité de la seule zone d'activités de la commune, dans le respect de la loi Littoral.*

Toutefois, pour mener à bien ce projet, AQTA devra procéder à l'acquisition de terrains auprès de propriétaires privés.

Les négociations amiables seront systématiquement privilégiées. Les propriétaires seront indemnisés conformément à la législation en vigueur. A défaut d'accord à l'issue des

négociations amiables, les propriétaires des parcelles concernées seront indemnisés dans le cadre de la procédure d'expropriation.

Les inconvénients du projet ne s'avèrent pas excessifs au regard des nombreux avantages qu'il comporte. Ainsi :

- le projet à vocation économique (commerciale, service, artisanale, nautisme) est situé dans un secteur dédié à de telles activités. Des mesures ont été prises pour réduire les nuisances pour le voisinage. Il ne présentera pas d'inconvénients d'ordre social ;
- le coût financier n'est pas disproportionné au regard du projet ;
- le projet porte sur des parcelles classées en zone urbanisée et en zone naturelle destinées à être ouvertes à l'urbanisation.  
Le préjudice résultant de la privation du bien du propriétaire sera intégralement couvert, et au besoin, sous le contrôle de l'autorité judiciaire, garante des droits et du traitement des propriétaires de façon équitable ;
- les atteintes à l'exploitation agricole du GAEC de la Madeleine représentent 2,4% de la surface agricole utile. La réalisation du projet n'engendrera donc pas de déséquilibre grave d'exploitation pour les exploitants en place, au sens des dispositions de l'article R 352-2 du Code Rural.

**Le projet considéré au regard de ses objectifs et de l'intérêt qu'il présente pour la collectivité dans son ensemble répond bien à la notion d'intérêt général et d'utilité publique.**